



Lettre du Président du Conseil d'administration	5
Bilan de l'exercice	7
Activités d'investissement au service du développement	17
La crise économique et les petites et moyennes entreprises	31
États financiers	37
Gouverneurs et gouverneurs suppléants	54
Administrateurs et administrateurs suppléants	55
Direction et cadres supérieurs	56
<b>Tableaux</b>	
Répartition, par secteur, du financement net approuvé	21
Répartition, par pays, des projets approuvés	23
Portefeuille des engagements cumulatifs	25
Répartition des décaissements par taille d'entreprise	27
Opérations approuvées en 2001	35
Approbations, engagements et décaissements	36



Enrique V. Iglesias

Le 29 janvier 2002

Monsieur le Président  
de l'Assemblée des Gouverneurs  
Société interaméricaine d'investissement  
Washington, D.C.

Monsieur le Président,

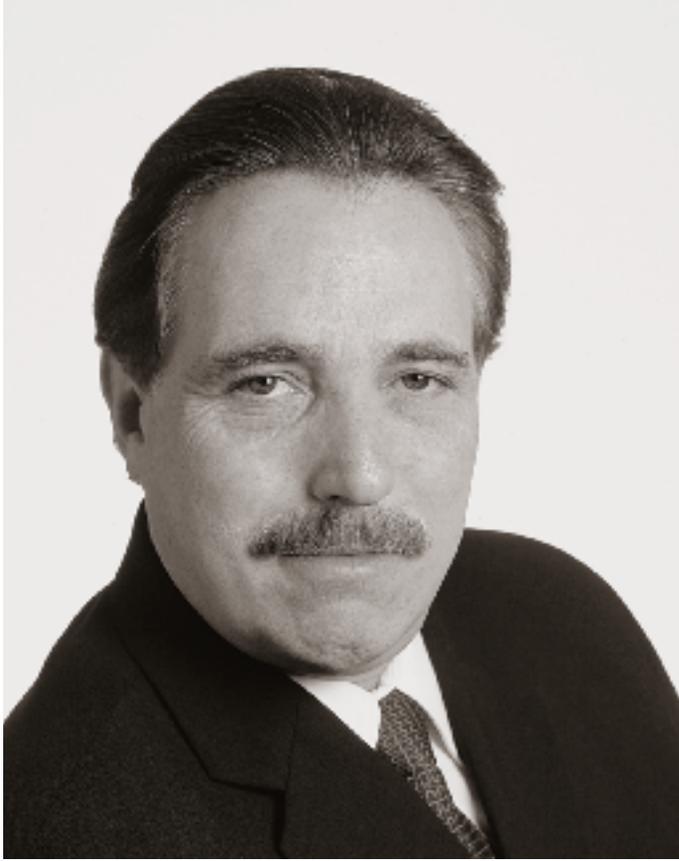
Conformément à la Section 9(a) de l'Article IV de l'Accord constitutif de la Société interaméricaine d'investissement, j'ai l'honneur de vous faire parvenir le Rapport annuel 2001 de la Société, ainsi que ses états financiers vérifiés, dont le bilan, l'état des recettes et des bénéfices non distribués et l'état de trésorerie pour l'exercice clos au 31 décembre 2001.

Compte tenu de la nouvelle conjoncture internationale et de ses effets délétères sur l'économie de la région, les institutions affiliées au Groupe de la BID – tant sur le plan collectif qu'à titre individuel – ont réaffirmé leur engagement de promouvoir le développement économique et social durable en Amérique latine et dans les Caraïbes. La mission de la Société interaméricaine d'investissement est de soutenir les petites et moyennes entreprises privées de la région en les aidant à satisfaire leurs besoins pressants de financement sous forme de prêts ou de prises de participation. Ces entreprises continuent d'être le moteur de la croissance par leur capacité à créer des emplois, à générer des revenus en devises et à stimuler l'intégration économique et sociale. Vu l'importance de l'impact du financement sur le rythme de la croissance de l'économie, la Société est particulièrement bien placée pour fournir un soutien aux petites et moyennes entreprises, les aider à accroître leurs opportunités d'intermédiation financière et promouvoir le développement des marchés de capitaux locaux.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.



Enrique V. Iglesias  
*Président du Conseil d'administration*  
*Société interaméricaine d'investissement*



Jacques Rogozinski

# BILAN DE L'EXERCICE

## LA RÉGION : VUE D'ENSEMBLE DE L'ÉCONOMIE

La production industrielle mondiale a connu en 2001 le ralentissement le plus marqué de ces deux dernières décennies. On s'attend à ce que la croissance de l'économie mondiale soit pour 2001 d'environ 2,8 %, soit une forte baisse par rapport au chiffre de 4,8 % de l'an 2000. Les économies de l'Amérique latine et des Caraïbes ont subi l'impact du ralentissement économique mondial dû à la piètre croissance des États-Unis, de l'Europe, du Japon et des pays en développement d'Asie. Des facteurs internes tels que la faiblesse de la demande et du crédit, des problèmes d'alimentation en électricité et des conditions climatiques défavorables ont également exercé une influence négative. Selon les projections de la Banque interaméricaine de développement, la croissance dans la région ne sera que d'environ 0,7 % en 2001 alors qu'elle était de 4,2 % en 2000 ; on s'attend à une croissance pour la région de 2 à 2,5 % en 2002 et de 3 à 3,5 % en 2003 avant de revenir au niveau de 2000 en 2004. Ces chiffres ne sont que des prévisions préliminaires et ils pourraient même changer selon la durée de la récession économique actuelle et l'incertitude qu'ont introduit les récents événements mondiaux.

Les conditions tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la région ont été moins favorables que prévu à l'origine, ce qui a fait de 2001 une année décourageante pour la plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Le taux de croissance des deux plus grandes économies de la région, le Brésil et le Mexique, a sensiblement chuté. Le Costa Rica, El Salvador, la Jamaïque, le Paraguay, le Pérou et le Suriname ont connu des tendances similaires, certaines causées par la baisse des cours internationaux des matières premières, la faiblesse des exportations en provenance des zones franches et des conditions climatiques défavorables. L'Argentine a dû faire face à l'aggravation de la récession qui affecte son économie depuis quelques années et la Colombie restait en deçà de son niveau antérieur. Seuls le Chili, l'Équateur et le Venezuela en Amérique du Sud, le Belize en Amérique centrale et la République dominicaine, le Guyana et Trinité-et-Tobago dans les Caraïbes ont eu des résultats positifs. La baisse de la croissance du PIB dans la région a aggravé les déficits financiers qui sont passés de 2,3 % en 2000 à environ 3 % du PIB cette année. De ce fait, la plupart des économies de la région auront des besoins de financement accrus en 2002, ce qui affectera inévitablement la disponibilité et le coût des financements dont les petites et moyennes entreprises de la région auront besoin pour leur croissance.

Le ralentissement de la croissance économique s'accompagnera probablement d'une baisse de l'inflation. Celle-ci a très nettement chuté dans la région au cours de la dernière décennie, passant de 830 % en 1990 à 7,5 % en 2000. On prévoit qu'elle continuera à diminuer pour se situer aux environs de 5 % en 2001 et 2002. Dix-neuf des vingt-six pays membres régionaux de la SII vont probablement avoir pour 2001 un taux d'inflation à un seul chiffre. La baisse de l'inflation a entraîné une croissance soutenue de l'épargne et des placements sur le marché intérieur en attirant notamment un courant important d'investissements étrangers directs qui se sont accrus de 34 % par an entre 1992 et 2000.

Mais cette tendance positive s'est renversée en 2001, année pendant laquelle, selon les estimations de la Banque interaméricaine de développement, les investissements étrangers directs sur les marchés émergents ont brusquement tombés de 160 milliards à environ 100 milliards de dollars. On s'attend à une reprise partielle en 2002 qui pourrait permettre d'arriver à 120 milliards de dollars. Quant à l'Amérique latine et aux Caraïbes, les investissements étrangers directs y ont diminué d'environ 10 milliards de dollars en 2001.

Les perspectives n'ont pas été prometteuses non plus pour les investissements intérieurs, qu'ils soient publics ou privés, si bien que plusieurs pays de la région ont affiché une croissance négative dans ce domaine. Toutefois, on prévoit dans la plupart des cas une amélioration de cet indicateur pour 2002. Au niveau régional, les investissements bruts en capital fixe devraient passer de 17,1 % du PIB en 2001 à 17,4 % en 2002.

Malgré un courant plus faible d'investissements, les répercussions des récents événements mondiaux pourraient rendre la région de l'Amérique latine et des Caraïbes relativement plus attrayante pour les investisseurs, tant nationaux qu'étrangers. Il convient d'ajouter que les facteurs macroéconomiques et microéconomiques qui avaient rendu l'Amérique latine et les Caraïbes attrayantes sont encore là, à savoir les progrès réalisés en matière de consolidation de la démocratie, d'intégration régionale, d'ouverture commerciale, de politiques fiscales responsables, de meilleure réglementation des systèmes financiers et de modernisation du cadre juridique des investissements.

Pour pouvoir mieux mobiliser le potentiel productif de la région, il est nécessaire de disposer de financements à long terme pour effectuer des investissements, et de les canaliser vers les secteurs productifs pour qu'ils contribuent à la reprise économique. Des investissements dans l'infrastructure sont également nécessaires pour améliorer la productivité et relever le niveau de vie.

Les entreprises d'Amérique latine et des Caraïbes sont en train de réorienter leurs activités et de se concentrer sur leurs avoirs de base. Ce processus devrait favoriser les petites et moyennes entreprises, surtout dans le contexte de la baisse des taux d'intérêts en dollars. Les entreprises de la région ont de plus en plus besoin d'avoir accès au capital pour maintenir leurs parts de marché sur les marchés intérieurs et internationaux. La Société s'attachera à répondre aux besoins de son marché cible, en déployant ses ressources le plus efficacement possible, tant de façon directe qu'indirecte. Elle conservera une démarche disciplinée en matière de prêt et d'investissement et elle gèrera ses ressources avec diligence afin de parvenir à un bon équilibre entre sa mission de développement et la poursuite d'une rentabilité financière convenable.

## Le rôle de la SII dans la région

Dans les secteurs et les régions où il est difficile d'obtenir des crédits ou des capitaux à des conditions raisonnables, la Société continue à fournir aux petites et moyennes entreprises les financements qui les aident à se développer et à se préparer à accéder aux marchés financiers formels. Les facteurs clés pour atteindre cet objectif sont les mécanismes qui permettent à la SII de toucher le plus grand nombre possible d'entreprises tels que, par exemple, son programme d'intermédiation financière et ses investissements dans des fonds de placement privés. Les activités de prises de participation de la SII continuent à être principalement centrées sur les fonds de placement privés ou sur des instruments similaires qui permettent d'offrir le capital nécessaire à la croissance tout en ouvrant la structure du capital à d'autres investisseurs capables de fournir des ressources supplémentaires en capital et du savoir-faire technique et de gestion. Ce faisant, la Société s'efforce également d'atteindre ses autres objectifs, à savoir la promotion des exportations et de la technologie, la modernisation de l'infrastructure et la protection de l'environnement en tant qu'élément essentiel d'un développement durable. La SII effectue également des prises de participation directes dans des entreprises individuelles ainsi que dans des établissements financiers lorsque c'est le meilleur moyen de répondre aux besoins en investissement des petites et moyennes entreprises.

En période économique incertaine, les petites et moyennes entreprises peuvent avoir plus de difficultés à obtenir des financements à long terme. Les prises de participation étrangères directes peuvent chuter brutalement, tout comme la demande internationale pour les marchandises qu'elles exportent. Le rôle que joue la SII en offrant des financements à des conditions raisonnables et en catalysant le financement en provenance d'autres sources devient plus important en un moment comme celui-ci. Les problèmes auxquels sont confrontées les petites et moyennes entreprises durant ces périodes de ralentissement de l'économie sont abordés dans une autre partie de ce rapport.

## La Société

### Impact sur le développement

Les activités de la SII en matière de promotion du développement économique en Amérique latine et dans les Caraïbes continuent à donner des résultats positifs. Les fonds approuvés en 2001 devraient permettre de créer plus de 38 000 emplois, de générer 129 millions de dollars par an de recettes d'exportation et de contribuer 430 millions de dollars par an au produit intérieur brut de la région. Les 128 millions de dollars approuvés en 2001 financeront la réalisation de projets d'un coût total de 673 millions de dollars. Pour chaque dollar approuvé par la SII en 2001, les projets d'investissement en recevront cinq.

Depuis son entrée en activité en 1989, la SII a fourni des fonds à plus de 2 590 entreprises des secteurs de la production et des services en Amérique latine et dans les Caraïbes. Des projets représentant un coût total supérieur à 8 milliards de dollars ont été entrepris grâce au financement de 762 millions de dollars fourni par la SII sous forme de prêts et de prises de participation, financement auquel se sont ajoutés 400 millions de dollars mobilisés par la SII dans le cadre d'accords de cofinancement. Pour chaque dollar investi par la SII, six dollars ont été versés à des entreprises qui ont créé quelques 205 000 emplois et rapportent 2,8 milliards de dollars en devises à la région chaque année. Les opérations dans les pays à économie plus forte se chiffrent à 622 millions de dollars tandis que celles dans les pays à plus faible économie se montent à 416 millions de dollars, soit, respectivement, 60 % et 40 % du portefeuille. Les projets d'envergure régionale se chiffrent à 202 millions de dollars. En ce qui concerne les engagements de prises de participations de la SII, 87 % avaient été intégralement décaissés au 31 décembre 2001.

### Gestion du portefeuille et du risque de crédit

Le déploiement efficace et productif des ressources souscrites par les actionnaires de la SII implique une bonne gestion du portefeuille prenant principalement en compte les deux types de risque auxquels sont confrontées les entreprises bénéficiaires de financements de la SII : le risque macroéconomique et le risque de crédit.

Le risque macroéconomique échappe presque entièrement au contrôle de la SII et de ses clients. Néanmoins, l'évaluation avant approbation des projets le prend en compte, afin d'éviter les cas où d'éventuels aléas pourraient rendre quasi-impossible la réalisation des objectifs de développement de la SII ou le recouvrement de ses éléments d'actif.

La création d'une Unité de crédit et d'un Comité de crédit en 2001 a donné une impulsion nouvelle à la gestion du risque de crédit et à la qualité des éléments d'actif. L'Unité a pour mission de fournir au Comité de crédit une évaluation du risque de crédit de chaque entreprise qui soumet un projet et de suggérer pour chaque opération le prix, la structure et l'ensemble des garanties à demander. Le Comité, qui est responsable de la recommandation finale, à savoir s'il convient ou non de soumettre un projet à l'examen du Conseil, s'attache principalement aux questions de crédit et à s'assurer que les prêts et les prises de participation sont structurés conformément au profil de risque de l'entreprise bénéficiaire. Des questions autres que des questions de crédit, comme l'impact du projet sur le développement et l'environnement, la mobilisation des ressources dans le secteur privé et sur les marchés de capitaux internationaux et la politique de la SII sont d'importance fondamentale pour la mission de la Société et il en est tenu compte pour décider ou non de soumettre un projet à l'examen du Conseil d'Administration. C'est pourquoi le Comité de crédit reçoit des commentaires sur ces aspects de chaque proposition de projet avant sa dernière réunion sur le projet en question. La Direction de la SII considère que le Comité de crédit, en tant qu'organe centré sur le risque de crédit, permettra de créer une culture de crédit proactive au sein de la SII et, par là même, d'améliorer encore la capacité de la SII à remplir sa mission de développement.

### Supervision des projets et gestion des projets à problème

La supervision des projets incombe aux Divisions des opérations. Chaque prêt et chaque investissement de la SII est examiné au moins une fois par an. Les projets à problème sont transférés des Opérations à l'Unité des opérations spéciales, qui est chargée de maximiser les recouvrements en liquide des prêts ou investissements douteux.

L'Unité des opérations spéciales a également pour fonction de prévenir et de détecter aussitôt que possible les projets à problème en participant au Comité de crédit et au Comité de supervision du portefeuille. Elle donne également des conseils aux chargés de projets lors de l'apparition des premières difficultés et elle les tient régulièrement au courant des leçons tirées de projets à problème.

Au niveau supérieur, un Comité ad hoc spécial du Conseil d'administration offre une tribune où sont examinés les plans de redressement à un stade précoce. C'est par le biais de ce Comité que la SII tient les Administrateurs au courant de ses activités et leur demande conseil aux moments critiques des négociations avec les entreprises ayant un projet en difficulté.

### Exercice 2001

Les opérations de la SII se font dans le cadre du programme décennal qui a accompagné l'approbation de son augmentation de capital en 1999. Le Plan d'entreprise à trois ans pour 2000-2002 a été le premier d'une série de plans d'actions visant à mettre en œuvre le programme décennal. Les performances de la SII au cours des deux premières années du plan d'entreprise d'origine ont été satisfaisantes sur le plan de la préparation de l'institution en vue d'atteindre les objectifs globaux décidés par les pays membres. La Société s'efforce de satisfaire les objectifs opérationnels et financiers énoncés dans le programme dans une conjoncture macroéconomique défavorable, incluant notamment la baisse des taux d'intérêts internationaux.

En ce qui concerne la qualité de ses actifs, la Société a adopté une approche plus prudente quant à la valorisation des pertes éventuelles en portefeuille. Ceci a eu pour résultat le renforcement du processus de constitution de provisions afin de mieux identifier et quantifier les risques et la valeur du portefeuille de titres. Pour protéger les actifs existants, la fonction de supervision a été consolidée. En outre, l'Unité des opérations spéciales a réussi dans sa mission de recouvrement d'actifs provisionnés. La fonction d'évaluation ex post a été définie et des évaluations de projets sont effectuées conformément au plan.

En 2001, la Société a identifié 63 projets potentiels dans 12 pays ; 44 n'ont pas été retenus parce qu'ils n'étaient pas conformes aux critères de base de la SII concernant, notamment, la taille, l'additionnalité ou le risque perçu. Les 19 projets restants sont arrivés au stade de la formulation et de la conception. En conséquence, 19 transactions ont été soumises au Conseil d'administration pour examen et approbation.

Cette année, le Conseil d'Administration de la SII a approuvé 19 projets dans 11 pays pour un montant total de 128 millions de dollars. Sur les fonds approuvés, 23 % ont été affectés à des prises de participations et 77 % à des prêts. Deux des trois prises de participations ont été canalisées vers des fonds de placement nationaux ou régionaux axés sur le développement. Ces fonds ont une capitalisation totale de 350 millions de dollars, soit un ratio multiplicateur de 17,5 : 1 pour les prises de participations de la SII pour l'année. Trois des prêts seront cofinancés ; ces opérations utiliseront 35 millions de dollars des ressources internes de la Société pour mobiliser un total de 55 millions de dollars de fonds auprès des banques et autres tiers.

Les recettes totales de la SII, toutes sources confondues, se sont montées à 32 millions de dollars en 2001. Les opérations de prêts ont rapporté au total 22 millions de dollars (20 millions de dollars d'intérêts et 2 millions de dollars de commissions). Les plus-values et les dividendes du portefeuille de participations ont totalisé 3 millions de dollars pour l'année. Les dépenses totales, dont 26 millions de dollars de provisions, se sont chiffrées à 47 millions de dollars, dégageant une perte nette de 15 millions de dollars.

L'augmentation importante des provisions pour pertes s'explique par l'approche prudente adoptée par la Société au vu de la contraction économique qui affecte certains de ses pays-membres et par son strict respect des pratiques comptables conservatrices.

### Collaboration au sein du Groupe de la BID

L'action combinée des différentes institutions qui forment le Groupe de la BID peut constituer un formidable agent de développement en Amérique latine et dans les Caraïbes. La coordination entre la SII et la BID s'exerce surtout dans le domaine du développement de la partie secteur privé des stratégies et programmes par pays et c'est à cette fin que la SII participe au Comité de coordination du secteur privé. Le principal responsable des prêts de la SII conseille le Vice-président exécutif de la BID en ce qui concerne les projets de la division Secteur privé de la BID. Des membres du personnel de la SII font également partie du Groupe d'évaluation de crédits de la Division Secteur privé ainsi que du Comité de crédit de la Banque pour les opérations du secteur privé. De plus, le Comité de crédit de la SII sert de "comité d'opérations" pour le Fonds multilatéral d'investissement lors du processus d'approbation des prises de participations de ce dernier.

### Fonds multilatéral d'investissement

Le Fonds multilatéral d'investissement (MIF) a été créé en 1992 pour promouvoir la viabilité économique et sociale des économies de marché en Amérique latine et dans les Caraïbes. Le MIF est administré par la Banque interaméricaine de développement et retient les services de la SII pour évaluer des projets d'investissement. En 2001, la SII a chiffré une initiative de prise de participation du MIF d'envergure régionale et a évalué une dizaine d'autres fonds d'investissement financés par le MIF au Brésil, au Chili, en Colombie, en Équateur et à Trinité-et-Tobago.

### AIG-GE Capital Latin American Infrastructure Fund

La SII a continué d'être consultée pour ses compétences régionales en tant que conseiller par l'Emerging Markets Partnership à l'occasion de ses investissements dans des entreprises d'infrastructure en Amérique latine, notamment dans les secteurs de l'énergie électrique, des transports et des télécommunications. L'Emerging Markets Partnership est le principal conseiller de l'AIG-GE Capital Latin American Infrastructure Fund (LAIF). Au cours de l'année, la SII a fourni des services-conseils et assuré le suivi de 19 projets.

### Autres fonds spéciaux

En 2001, la SII a mené huit études avec l'aide du Swiss Fund, du Spanish Trust Fund, de l'Evergreen Fund de la United States Trade Development Agency, de l'Italian Trust Fund et du Programme des Nations Unies pour l'environnement. Quelque 585 000 dollars de fonds de coopération technique ont transité par la SII en 2001.

## Affaires institutionnelles

### Le partenariat grandit

L'Assemblée des Gouverneurs a approuvé l'admission au sein de la SII de cinq nouveaux pays actionnaires – la Belgique, la Finlande, la Norvège, le Portugal et la Suède. À la date du présent rapport, la Suède avait rempli toutes les conditions juridiques pour devenir membre et les autres pays étaient à différents stades du processus.

### Notation de la SII en tant qu'organisme émetteur

L'agence de notation Moody's Investors Service a décerné à la Société interaméricaine d'investissement la notation Aa2. Sa décision se fonde sur des facteurs tant qualitatifs que quantitatifs et sur des hypothèses concernant les niveaux futurs d'émission d'emprunts et le rendement du portefeuille de prêts. Moody's a également considéré que l'emprunt de 300 millions qu'a obtenu la Société par le biais du Programme de crédit mondial multi-sectoriel de la BID constitue un élément clef qui justifie la notation accordée.

La décision de l'agence de notation ratifie également les importants engagements de capitaux effectués en 1999 par les pays actionnaires régionaux et non-régionaux de la SII sous forme d'une augmentation de capital de 500 millions de dollars.

La notation de Moody's représente son évaluation de la capacité de la Société à s'acquitter de ses obligations financières non garanties et peut être considérée comme une autorisation d'émission d'un emprunt prioritaire non garanti.

En décembre 2000, Standard & Poor's a attribué à la SII sa notation de contrepartie AA. Ces deux notations mettent la SII en bonne place pour mobiliser du financement complémentaire sur les marchés financiers.

### Finpyme

Le programme Finpyme (*Financiamiento Innovador para Pequeñas y Medianas Empresas*) est l'une des initiatives mentionnées dans le Plan d'entreprise de trois ans adopté après l'augmentation du capital de la Société. Finpyme est un programme pilote qui utilise une méthodologie de diagnostic pour identifier et évaluer les projets et rendre les petites et moyennes entreprises plus compétitives. Il a été créé pour renforcer la filière de projets, normaliser le traitement des projets et recueillir des informations utiles sur la conjoncture économique dans laquelle opère le secteur privé de la région. La méthodologie a été conçue avec l'aide du cabinet espagnol Ikei, qui a fait une proposition globale fondée sur son expérience des petites et moyennes entreprises. Le démarrage de cette initiative a été en partie financé par le Fondo Español de Consultoría-ICEX et des fonds provenant du budget de la SII.

Les renseignements obtenus sur la conjoncture grâce à la méthodologie Finpyme serviront aux futures missions de programmation de la Banque interaméricaine de développement et rendront possible la formulation de recommandations aux gouvernements sur la façon d'éliminer les obstacles à l'investissement auxquels se heurtent les petites et moyennes entreprises de la région.

À la date du présent rapport, la Société a reçu trente diagnostics du Chili et vingt de Bolivie. Ils sont en cours d'évaluation pour déterminer la possibilité de financer les projets proposés par les entreprises ayant obtenu le meilleur score sur l'échelle définie par la méthodologie Finpyme.

### CIFI

La SII, ainsi que d'importantes institutions financières européennes et régionales, a signé une convention d'actionnaires visant à créer la Corporación Interamericana para el Financiamiento de Infraestructura (CIFI). La SII investira 10 millions de dollars dans la CIFI, qui financera des projets d'infrastructure de petite et moyenne taille en Amérique latine et dans les Caraïbes afin de promouvoir le développement économique de la région et de canaliser des fonds supplémentaires provenant de sources privées extérieures à la région.

De plus amples informations sur ce projet innovateur se trouvent dans la section suivante sur les projets approuvés au cours de l'exercice.

### Questions environnementales

Au mois de juin, des représentants de vingt-sept établissements financiers de dix pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont participé à un atelier de gestion de l'environnement organisé par la SII. La Société financière internationale et la Corporación Andina de Fomento ont co-parrainé l'atelier de cette année dans le cadre d'un effort inter-institutions visant à intensifier la coopération et simplifier la transmission des informations à des clients communs.

Tous les intermédiaires financiers avec lesquels la SII travaille sont contractuellement tenus d'assister à ces ateliers afin d'apprendre comment intégrer les pratiques de la gestion de l'environnement dans leurs opérations et transformer de bonnes pratiques environnementales en avantages concurrentiels. Les ateliers portent tout particulièrement sur la responsabilité des banques en matière de suivi des aspects environnementaux des projets qu'elles financent avec des fonds de la SII.

### Industrial Bank of Japan

La Société et la Industrial Bank of Japan ont signé une ligne de crédit de deux ans renouvelable de 100 millions de dollars. La SII utilisera les fonds provenant de cette ligne de crédit pour offrir du financement à de petites et moyennes entreprises d'Amérique latine et des Caraïbes.

### Israel Export Institute

La Société a signé un protocole d'accord avec l'Israel Export Institute. Les deux organisations travailleront ensemble en Amérique latine et dans les Caraïbes en échangeant des informations et des publications, en apportant du soutien logistique et en identifiant des partenaires et investisseurs potentiels pour former des coentreprises entre des sociétés israéliennes et de petites et moyennes entreprises de la région.

### Réunion annuelle 2001

La XVI<sup>e</sup> réunion annuelle de l'Assemblée des Gouverneurs s'est tenue à Santiago du Chili du 19 au 21 mars 2001. Les Gouverneurs y ont approuvé les états financiers pour l'exercice clos au 31 décembre 2000 et le rapport annuel de la Société. Avant la réunion, la SII avait organisé un séminaire sur le rôle du secteur privé dans la stimulation de la croissance économique en Amérique latine.

### Perspectives d'avenir

Dans le cadre de l'objectif global du Groupe de la BID qui est de promouvoir le développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes, la SII cherche à rehausser sa propre contribution comme indiqué dans le plan d'entreprise approuvé par le Conseil d'administration. Le logement et l'éducation – qui sont tous deux des éléments clés du progrès économique et social – sont deux domaines auxquels les entreprises privées peuvent contribuer de façon significative. Il convient de citer en exemple l'offre de logement aux familles à revenus faibles et moyens par l'utilisation de l'épargne privée locale en tant que source de financement pour créer des instruments d'investissement à long terme qui aident au développement des marchés de capitaux locaux.

La SII peut valoriser des projets dans ces domaines et contribuer à leur matérialisation. Lors de la préparation de son premier projet dans le secteur des emprunts hypothécaires au Brésil (projet approuvé en 2000), la SII a travaillé en étroite collaboration avec la Comissão de Valores Mobiliários (l'équivalent au Brésil de la Securities and Exchange Commission américaine) afin que celle-ci approuve la structure des titres adossés à des créances hypothécaires que le projet comportait. Ceci a rendu le projet à la fois viable et répétable et a permis l'émission de tels titres pour la première fois au Brésil. Les projets Brazilian Mortgages et Brazilian Securities approuvés cette année (dont les détails figurent dans le chapitre suivant) aideront à introduire les *Cédulas de Crédito Imobiliário* – un engagement sous forme d'emprunt avec garantie hypothécaire nouvellement créé sur le marché brésilien en expansion de la titrisation des créances hypothécaires.

Dans le secteur de l'éducation, la Société a approuvé cette année son premier projet, avec un prêt à l'Universidade do Sul de Santa Catarina au Brésil. Cette université privée dispose de cinq campus au Brésil. Elle perçoit des droits de scolarité bas et compétitifs et, outre le fait qu'elle se charge d'effectuer les démarches d'aide financière fédérale pour les étudiants qui y ont droit, elle a créé son propre programme de prêts pour étudiants. Outre l'appui qu'elle apporte ainsi à l'expansion de l'enseignement de base et supérieur au Brésil, la SII, grâce à ce projet, vise à acquérir de l'expérience dans ce secteur et espère faire du projet UNISUL le premier d'une longue série. L'un des objectifs de la Société est d'identifier les principaux risques que comporte habituellement un investissement dans ce secteur essentiel et de trouver les moyens de les minimiser. De plus amples informations sur ce projet se trouvent dans la section qui traite des activités d'investissement du présent exercice.

La Société s'est également attaquée à diverses questions qui aideront à modeler sa politique et ses opérations. Ces questions – additionnalité, gouvernance et fraude et corruption – ne sont pas faciles à traiter car complexes et délicates, mais il est du devoir de la Société vis-à-vis de ses pays membres de les examiner.

### Additionnalité

Une préoccupation constante informe tout débat sur le rôle et les politiques des institutions financières internationales : éviter que les financements qu'elles octroient ne se substituent à du capital privé disponible ou n'affectent de quelque autre façon les incitations du marché ou la prise normale de risques commerciaux par les investisseurs privés, notamment ceux qui peuvent trouver d'autres sources de financement et ont accès aux marchés des capitaux internationaux. On s'entend généralement pour reconnaître que les investissements de fonds publics dans des projets du secteur privé sont justifiés à condition qu'ils génèrent un niveau évident d'*additionnalité en faveur du développement*. Ce terme recouvre en général une vaste gamme d'avantages sur le plan de l'économie, de l'environnement et du travail, parmi lesquels figurent la création d'emplois, le développement de ressources humaines et matérielles, la protection de l'environnement et la promotion des normes internationales du travail.

Encourager et mesurer cette *additionnalité* dans les opérations de la SII est au centre de la mission statutaire et de l'orientation stratégique de la Société. C'est pourquoi en 2001, la Direction de la SII a ouvert un dialogue avec son Conseil, ses équipes chargées des projets, ses clients et d'autres intervenants d'Amérique latine et des Caraïbes, axé sur la prévision, la mesure et le suivi de l'additionnalité dans les opérations de la SII. Il explore également les interactions entre l'impact du développement et les risques des projets. Un instrument visant à évaluer et suivre l'additionnalité de la SII est en cours d'élaboration et sera mis en œuvre au début de l'année 2002.

### Gouvernance

La gouvernance est un vaste concept qui englobe la gestion de questions au niveau de l'entreprise tout comme au niveau national et multilatéral. Les institutions de développement telles que la SII peuvent faire progresser la gouvernance des entreprises et du pays dans les pays membres, en faisant connaître et en récompensant les meilleures pratiques commerciales et en aidant à renforcer la législation nationale dans des domaines tels que les normes comptables, la protection des droits des actionnaires minoritaires, la promotion de la transparence dans le gouvernement et la question épineuse de la fraude et de la corruption. Ces institutions doivent aussi s'assurer de leur propre bonne gouvernance en garantissant la transparence de leurs opérations et en se responsabilisant au plan de leurs prestations dans les domaines financier et du développement.

Un document cadre sur la gouvernance soumis au Conseil de la SII en 2001 servira de base de prise de décisions sur le rôle de la gouvernance dans l'amélioration de la gestion de l'entreprise et l'évaluation de son capital.

### Fraude et corruption

Parmi les thèmes clés abordés par la SII cette année, la fraude et la corruption sont peut-être les plus difficiles à étudier. En outre, il y a une tendance généralisée à associer fraude et corruption plutôt avec le secteur public, qui n'est pas du ressort de la SII, qu'avec le secteur privé. Mais elles l'affectent également ; c'est pourquoi la Société a présenté au Conseil d'administration une proposition visant à créer un mécanisme indépendant de surveillance pour enquêter sur les allégations de fraude et de corruption. La proposition souligne que la fraude et la corruption ne doivent absolument pas être tolérées et examine les modalités de prévention et de dissuasion, de responsabilisation, de recours juridique et de résolution.

La SII attache une grande importance à faire progresser la transparence dans ses opérations par le biais de bonnes méthodes de gestion financière. Elle s'est également engagée à ne tolérer aucune forme de fraude et de corruption et à assurer l'intégrité de ses opérations. Cet engagement s'applique de façon interne à la Direction et au personnel de la SII et de façon externe, dans ses négociations avec les entreprises clientes. La SII a mis en place des procédures internes et externes pour évaluer le risque de pratiques de corruption dans ses opérations.

Ces trois questions – additionnalité, gouvernance et fraude et corruption – sont étroitement liées à la responsabilisation. Les institutions de développement doivent être tenues responsables de leur emploi de fonds publics et elles se doivent d'aborder ces questions ainsi que d'autres ayant trait au rôle des institutions multilatérales de développement. À la lumière de ces échanges, la Société interaméricaine d'investissement continuera à peaufiner la politique et les mécanismes lui permettant de faire le meilleur usage des fonds que lui ont confiés les pays membres.

Jacques Rogozinski

*Directeur général*

*Société interaméricaine d'investissement*

# ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

Le programme de la SII pour le financement au service du développement cible les petites et moyennes entreprises privées d'Amérique latine et des Caraïbes qui ont un accès limité aux financements à long terme.

Les prêts de la SII sont libellés en dollars des États-Unis. Leur montant peut représenter jusqu'à 33 % du coût d'un nouveau projet ou 50 % du coût d'un projet d'expansion. Les échéances de remboursement sont généralement étalées sur cinq à huit ans (avec un maximum de douze ans), y compris un différé d'amortissement approprié. Les prêts, dont les termes reflètent les conditions du marché international, ont généralement un taux variable basé sur le LIBOR. Dans certains cas, la SII accorde des prêts convertibles, subordonnés ou participatifs.

La SII prend également des participations au capital jusqu'à concurrence de 33 % des fonds propres de la société dans laquelle elle investit. Au terme de la période d'investissement, la SII vend sa participation. Les mécanismes de sortie comprennent notamment la vente sur le marché local des valeurs, un placement privé auprès de tiers intéressés et la vente aux promoteurs du projet dans le cadre d'un accord de rachat d'actions négocié au préalable.

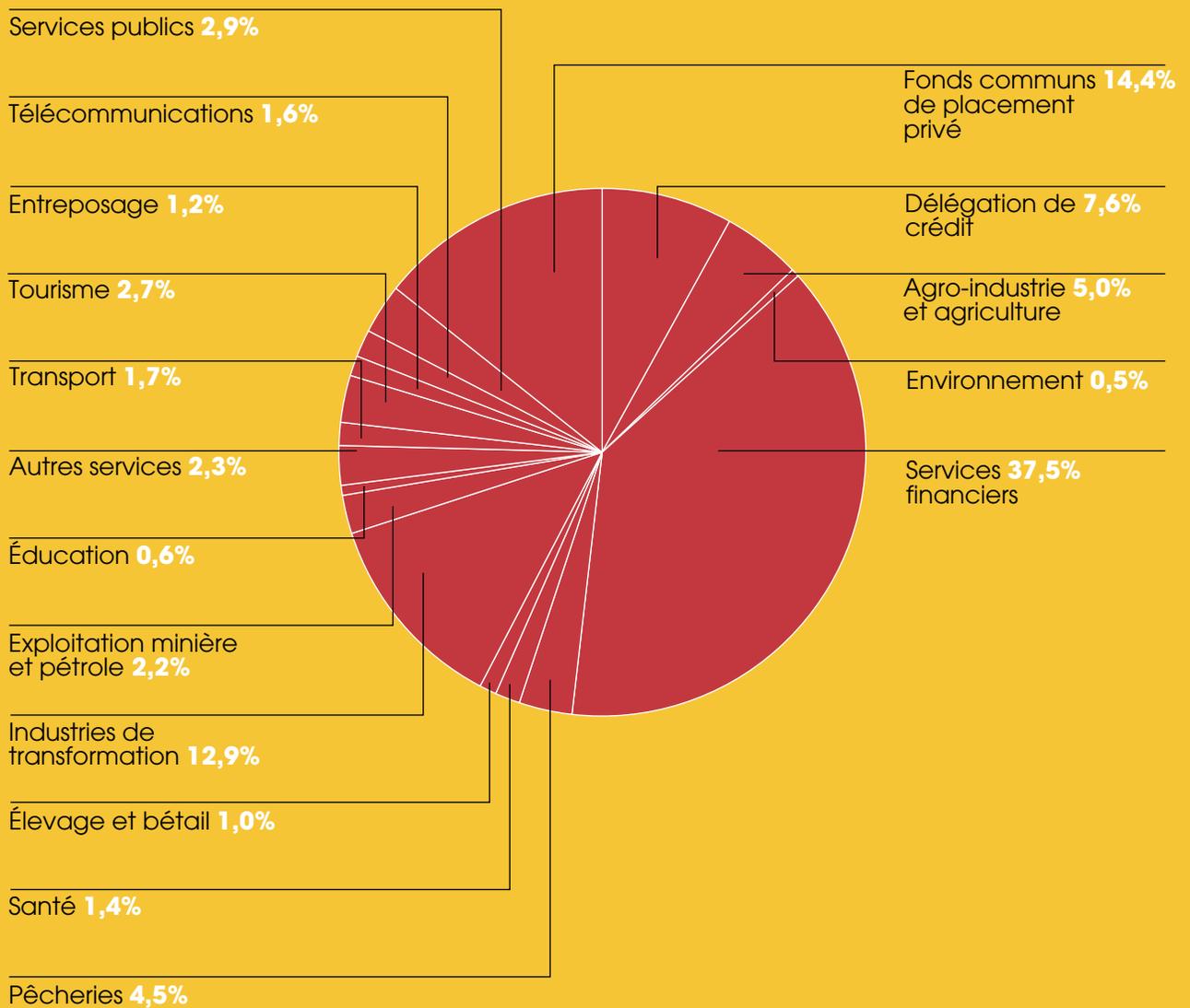
Au cours de l'exercice 2001, la Société a reçu 63 demandes de financement dont 44 n'ont pu être retenues parce qu'elles n'étaient pas conformes aux critères de la SII, notamment en ce qui concerne la taille, l'additionalité ou le risque perçu. Dix-neuf propositions ont été examinées dans un premier stade après lequel dix-neuf transactions ont été soumises au Conseil d'administration pour examen et approbation.

Seize des opérations décrites ci-dessous sont des prêts pour un montant total de 98 millions de dollars et trois sont des prises de participation pour un total de 30 millions de dollars. Cette année, trois prêts en cofinancement mobiliseront 55 millions de dollars de financement supplémentaire et les deux fonds de placement dans lesquels la SII a effectué des prises de participation permettront d'accroître encore les ressources mises à la disposition des petites et moyennes entreprises de la région. Le coût total des projets financés par les opérations approuvées par la SII en 2001 se monte à 673 millions de dollars.

PAYS	DESCRIPTION DU PROJET	Prêt SII US\$	Participation SII US\$	Coût du projet US\$
Régional	<p>La SII va prendre une participation au capital de <b>The Cori Capital Partners, L.P.</b>, fonds qui à son tour effectuera des investissements sous forme de participations ou de quasi-participations dans de petites et moyennes entreprises privées d'Amérique latine dans les secteurs en cours de consolidation régionale et/ou mondiale. L'objectif du fonds est d'apporter des capitaux propres ou une association avec apport de capital à des entreprises cherchant à accroître leurs revenus, à améliorer la rentabilité de leurs opérations, à mettre en place des changements structurels ayant un impact sur les indicateurs sociaux et environnementaux et à rationaliser leur structure financière. Il est probable qu'une grande partie des investissements du fonds servira à financer la croissance, une recapitalisation ou une acquisition. Le fonds Cori Capital vise à atteindre à une capitalisation de 300 millions de dollars ; bien que capable d'investir dans n'importe quel pays d'Amérique latine, il a pour objectif spécifique d'investir au moins 30 % de sa capitalisation dans les pays qui ne constituent pas les principaux marchés de la région. Cet objectif va de pair avec l'engagement pris par la SII de canaliser plus de fonds vers les pays qui sont sous-représentés dans son propre portefeuille de participations. La SII exigera du gestionnaire du fonds qu'il réalise, pour chacune des entreprises dans lesquelles il investira, une étude environnementale couvrant le respect des lois nationales sur l'environnement, la sécurité et le droit du travail ainsi que les directives de la SII en matière d'environnement et de droit du travail.</p>		\$ 10 millions	\$ 300 millions
	<p><b>Corporación Interamericana para el Financiamiento de Infraestructura (CIFI)</b> financera des projets d'infrastructure de petite et moyenne taille en Amérique latine et dans les Caraïbes. La création de CIFI est le fruit des efforts lancés par Caja Madrid et la SII pour offrir du financement à ce secteur clef. Ce projet innovant a attiré la participation d'institutions financières publiques et privées, comme Banco de Galicia y Buenos Aires (Argentine), Caixa Geral de Depósitos (Portugal), la Banque de développement des Caraïbes, Central American Bank for Economic Integration, Republic Finance and Merchant Bank (Trinité-et-Tobago), Unibanco (Brésil), la Primer Banco del Istmo (Panama) et Banco del Pichincha (Équateur). Une telle combinaison d'institutions multilatérales, de banques régionales latino-américaines et d'établissements européens œuvrant au développement de l'infrastructure de la région est sans précédent. CIFI transférera une partie de ses bénéfices à un fonds de développement régional, introduisant ainsi – pour la première fois de la part d'une institution financière internationale – le concept de « dividende social ». Le fonds sera cofinancé par le Multilateral Investment Fund, institution du Groupe de la BID. Il est prévu qu'au cours des cinq premières années d'activité de CIFI, environ</p>		\$ 10 millions	\$ 50 millions

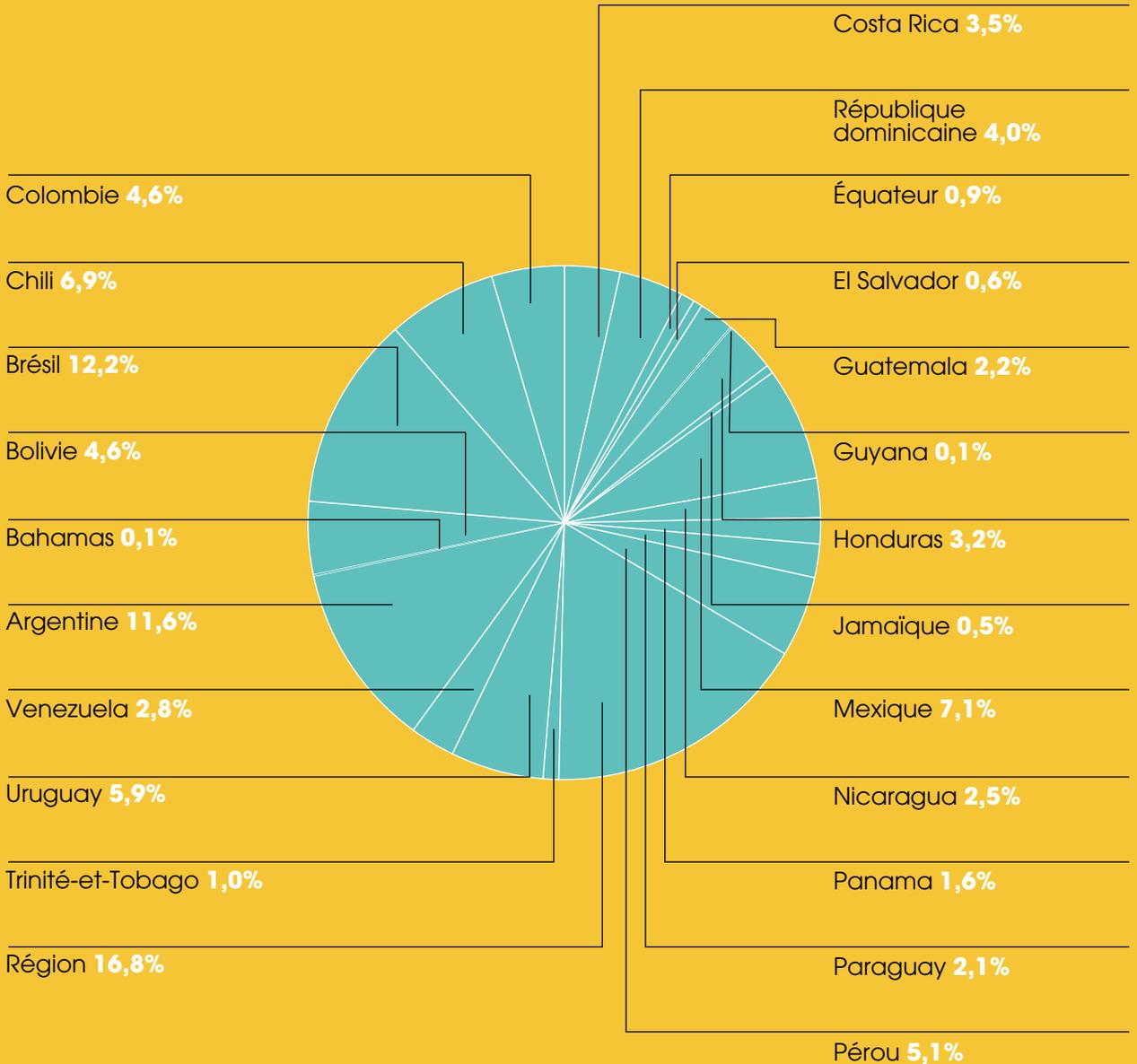
PAYS	DESCRIPTION DU PROJET	Prêt SII US\$	Participation SII US\$	Coût du projet US\$
Argentine et Chili	<p>110 projets de petite et moyenne taille (1,070 milliard de dollars) seront financés dans le secteur de l'infrastructure, générant ainsi un coefficient multiplicateur appréciable par rapport au financement fourni par la SII. Selon les calculs, par le biais de CIFI, la SII aidera à couvrir indirectement environ 2 % du total des besoins d'investissement d'infrastructure de petite et moyenne taille en Amérique latine et dans les Caraïbes.</p> <p><b>Publicidad Sarmiento</b> est une entreprise de publicité extérieure qui offre aux municipalités des structures utiles, telles que des abris bus et des panneaux d'information, sur lesquelles elle vend de l'espace publicitaire. Le projet couvre le démarrage de la filiale chilienne de Publicidad Sarmiento, l'expansion de ses activités en Argentine et un investissement dans les systèmes d'information. Il inclut également la plantation d'arbres en zones urbaines, l'installation de conteneurs pour la collecte des piles, une campagne de sensibilisation pour la protection de l'environnement et l'installation d'aires de jeux publiques. Le projet créera treize emplois directs.</p>	\$ 6,5 millions		\$ 13 millions
Bolivie	<p><b>Maderera Boliviana Etienne S.A.</b>, fabricant de portes en bois et de parquet, augmentera sa capacité de production et élargira sa gamme de produits en acquérant des terrains forestiers qui seront gérés de façon durable, en édifiant des aires de stockage et en achetant des chambres de séchage et des machines et du matériel de scierie. Le projet comprend également l'obtention de l'homologation par le Forest Stewardship Council (FSC) des terrains forestiers, de la scierie et de l'usine de portes, ce qui permettra à l'entreprise d'exporter ses produits avec le label FSC lorsqu'elle emploiera du bois homologué. Cet élément du projet contribue à la protection des ressources forestières, de la biodiversité et des bassins hydrologiques en Bolivie. Il convient d'ajouter que le projet Maderera Boliviana, qui repose en grande partie sur le recours aux matières premières et à la main d'œuvre locales, générera d'ici 2005 7 millions de dollars d'exportations à forte valeur ajoutée pour la Bolivie. Il créera en outre 230 emplois dans des zones économiquement défavorisées du pays.</p>	\$ 3,5 millions		\$ 7,3 millions

## Répartition, par secteur, du financement net approuvé (Au 31 décembre 2001)



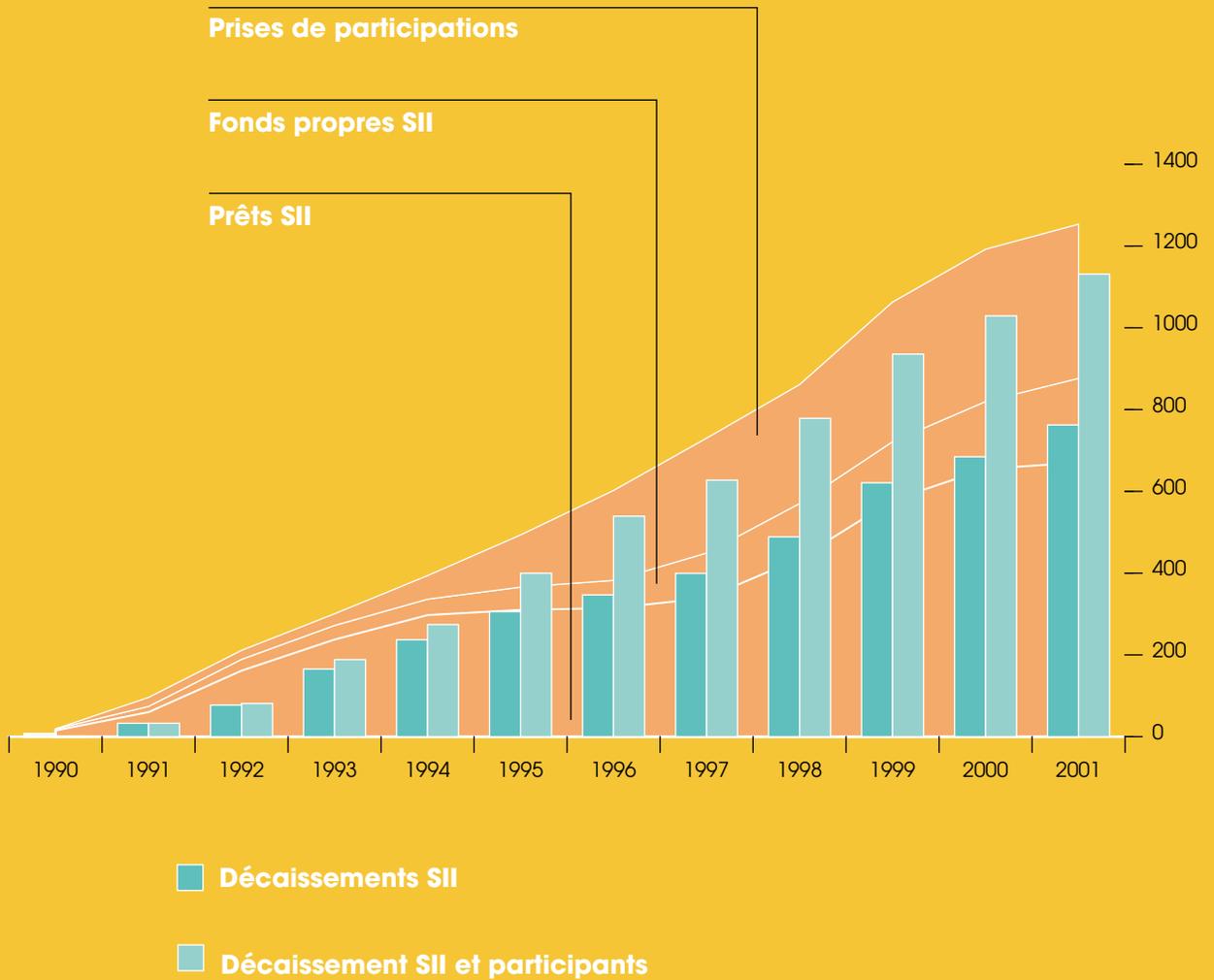
PAYS	DESCRIPTION DU PROJET	Prêt SII US\$	Participation SII US\$	Coût du projet US\$
Brésil	<p><b>Banco Santos S.A.</b> utilisera un prêt de la SII pour effectuer à son tour des prêts à long terme en faveur de petites et moyennes entreprises brésiliennes. Les prêts subsidiaires, qui ne dépasseront pas 3 millions de dollars chacun, serviront à financer des biens d'équipement et/ou des fonds de roulement pour des entreprises dont le total de l'actif n'excèdera pas 25 millions de dollars ou des groupes d'entreprises dont le chiffre d'affaires ne totalisera pas plus de 50 millions de dollars. Ces prêts subsidiaires (20 au maximum) seront octroyés à des entreprises des secteurs de l'industrie, des services et du commerce, principalement des fournisseurs de sociétés multinationales établies au Brésil. Cette opération de la SII est dans la ligne de la stratégie de la Banque interaméricaine de développement, de promouvoir les secteurs productifs de l'économie brésilienne en favorisant le développement des petites et moyennes entreprises. Ce faisant, l'opération créera jusqu'à deux cents emplois.</p>	\$ 10 millions		\$ 10 millions
	<p>La SII a octroyé à <b>Brazilian Mortgages Companhia Hipotecária*</b> et à <b>Brazilian Securities Companhia de Securitização**</b> des mécanismes pour l'achat d'obligations de prêts immobiliers garantis et entièrement couverts contre le risque de change, garantis par les hypothèques sous-jacentes. Ces mécanismes permettront à Brazilian Mortgages Companhia Hipotecária de proposer aux propriétaires individuels des prêts sur valeur domiciliaire et d'émettre des prêts hypothécaires. Ils permettront à Brazilian Securities Companhia de Securitização d'acquiescer de plus gros volumes de crédits hypothécaires pour titrisation ultérieure. De cette façon, les deux sociétés pourront contribuer à l'expansion du marché des titres adossés à des garanties hypothécaires sur les marchés financiers brésiliens, comme nouvel instrument de placement à long terme pour les investisseurs institutionnels. Les deux sociétés cibleront surtout le segment résidentiel à bas et moyens revenus, avec un prix moyen de 50 000 dollars par habitation. En aidant à consolider le marché secondaire liquide des hypothèques au Brésil, le projet contribuera à améliorer la qualité de vie des familles à faible et moyen revenu en leur permettant de devenir propriétaires, d'emménager dans de meilleurs quartiers ou d'améliorer leur habitation existante.</p>	*\$ 5 millions **\$ 10 millions		*\$ 15 millions **\$ 25 millions

## Répartition, par pays, des projets approuvés (Au 31 décembre 2001)



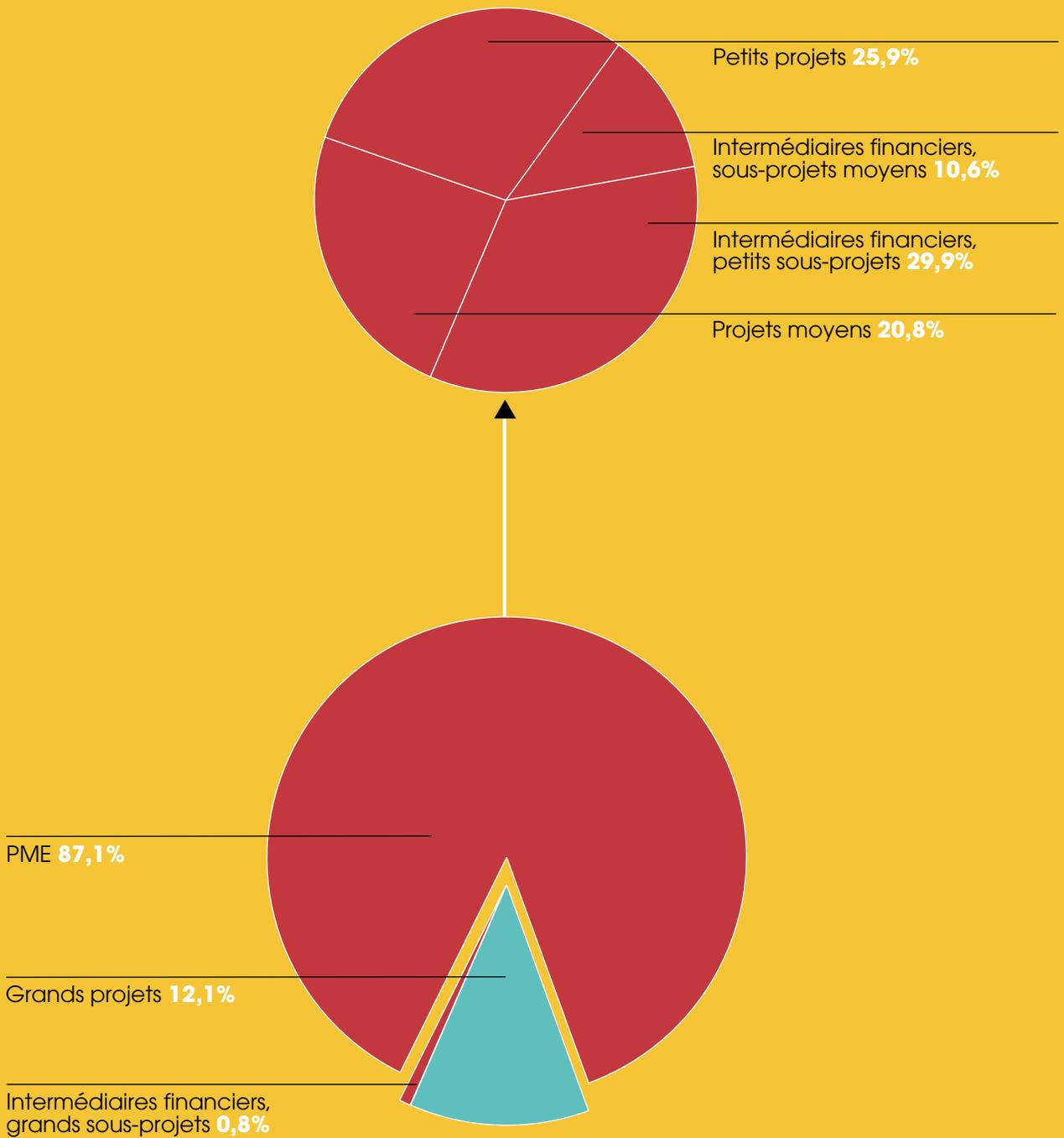
PAYS	DESCRIPTION DU PROJET	Prêt SII US\$	Participation SII US\$	Coût du projet US\$
	<p><b>Fábrica de Papel Santa Therezinha</b> est une société privée semi-intégrée qui fabrique du papier de soie et des produits spéciaux de papier léger. Elle prévoit de moderniser son usine de fabrication et de développer une ligne de produits d'hygiène féminine, élargissant ainsi sa gamme de produits. Elle augmentera également sa capacité de recyclage des vieux papiers (le financement de la SII sera principalement destiné à cette partie du projet) et améliorera son traitement des résidus de la production papetière. Grâce à l'emploi de papier recyclé dans le processus de fabrication de l'entreprise, on estime à 2,8 millions de dollars par an la cellulose vierge que l'on pourra épargner. Outre qu'il contribuera à la préservation des ressources naturelles, le projet créera cinquante emplois permanents en sus des emplois temporaires nécessaires durant la mise en œuvre du projet.</p>	\$ 10 millions		\$ 23,6 millions
	<p><b>Universidade do Sul de Santa Catarina (UNISUL)</b> offre une vaste gamme de niveaux d'enseignement qui vont de l'école maternelle, primaire et secondaire aux programmes de jour et du soir de cours universitaires de premier et deuxième cycle. Le projet soutiendra l'expansion d'UNISUL, qui comprend la construction, l'expansion et la remise en état de plusieurs campus, l'achat de terrains en vue d'une future expansion et construction d'une école primaire, la mise à jour des systèmes de technologie et de gestion de l'information ainsi que le refinancement de sa dette à court terme. Le prêt de la SII est le premier prêt qu'elle accorde à un projet d'éducation. Le projet permettra d'augmenter l'inscription des étudiants de 18 à 24 ans dans l'enseignement supérieur et de soutenir ainsi le plan national d'enseignement du gouvernement brésilien qui cherche à accroître les inscriptions de ce groupe, des 11 % actuels à 30 % dans les dix prochaines années.</p>	\$ 6 millions		\$ 42,3 millions
Chili	<p><b>Banco del Desarrollo</b> dessert nombre de petites et moyennes entreprises et micro-entreprises chiliennes ; la banque détient également 20 % du marché du financement des habitations à loyer modéré et est le leader du marché du financement de l'enseignement. Outre qu'elle veut augmenter sa part de marché, la banque souhaite élaborer de nouveaux produits pour aider les chefs de micro-entreprises et favoriser leur développement, établir pour elle-même une présence régionale, maintenir sa position de leader dans le financement de la construction d'habitations à loyer modéré, devenir la principale banque du secteur de l'éducation et continuer à se concentrer sur les secteurs socio-économiques à faibles revenus en assurant la promotion de produits d'épargne et d'emprunt innovants.</p>	\$ 10 millions		\$ 25 millions

# Portefeuille des engagements cumulatifs (Au 31 décembre 2001 - en millions de dollars des États-Unis)



PAYS	DESCRIPTION DU PROJET	Prêt SII US\$	Participation SII US\$	Coût du projet US\$
	<p><b>Invertec Pesquera</b> est une entreprise de mariculture intégrée verticalement qui produit du saumon de l'Atlantique, du saumon du Pacifique et de la truite dans la région de Chiloé au sud du Chili. Le projet permettra à Pesquera d'augmenter sa capacité de production de saumon (de 20 000 à 35 000 tonnes par an) et de continuer à améliorer sa technologie, ses méthodes de commercialisation et sa gestion de l'environnement. L'entreprise pourra ainsi obtenir une place de leader et demeurer compétitive sur le marché mondial. Grâce à ses avantages comparatifs, le Chili est en bonne position pour devenir le plus grand producteur mondial de saumon d'ici la fin de la décennie à condition que les producteurs de saumon aient accès à des financements adéquats.</p>	\$ 4 millions		\$ 25,2 millions
Colombie	<p><b>Biofilm</b> produit et vend du film de polypropylène biorienté, utilisé dans l'industrie de l'emballage souple, surtout pour l'emballage de produits alimentaires, mais également dans la fabrication de bandes adhésives, d'étiquettes et d'autres produits pour les arts graphiques. Le projet comporte la construction d'une nouvelle chaîne de fabrication qui permettra à Biofilm d'augmenter sa capacité de production de 75 %. Cette capacité de production accrue servira avant tout à répondre à la demande non satisfaite qui existe pour les produits Biofilm sur les marchés étrangers et à augmenter sa part du marché local. Le projet de Biofilm créera quarante emplois directs et générera d'importantes recettes en devises au cours des prochaines années.</p>	\$ 7 millions		\$ 41 millions
Colombie et Équateur	<p><b>Comercializadora Internacional Falcon Farms de Colombia, S.A.</b> et <b>Falcon Farms de Ecuador, S.A.</b> sont des floriculteurs et exportateurs de fleurs. Ils prévoient d'acheter des terrains, des plants de rosiers et du matériel d'irrigation, de construire des serres et d'améliorer leurs pratiques en matière d'application des produits agrochimiques et de gestion de l'environnement, notamment par l'obtention d'une homologation ISO 14000 pour les systèmes de gestion de l'environnement. Le projet permettra à une entreprise de taille moyenne détenue par des locaux, avec des exploitations en Colombie et en Équateur, d'améliorer son avantage compétitif et l'aidera à faire face aux grandes sociétés internationales qui entrent sur le marché floral. L'industrie florale est d'importance vitale pour d'autres industries comme celles du plastique, du carton, du caoutchouc, du bois, des produits agrochimiques et du transport routier et aérien. C'est aussi un secteur à très forte intensité de main d'œuvre, et le projet devrait créer environ 700 emplois directs en Colombie et en Équateur. Le projet de Falcon Farms générera également 37 millions de dollars de recettes en devises en Colombie et 32 millions de dollars en Équateur.</p>	\$ 5 millions		\$ 12 millions

## Répartition des décaissements par taille d'entreprises (Au 31 décembre 2001)



PAYS	DESCRIPTION DU PROJET	Prêt SII US\$	Participation SII US\$	Coût du projet US\$
Équateur	La SII a approuvé un prêt en faveur d'un exportateur de fleurs exemplaire, <b>Florícola Cananvale</b> . Le prêt a financé l'expansion de la production de fleurs de l'entreprise pour l'exportation. Le projet a permis l'introduction d'une technologie confirmée visant à accroître le rendement de la plantation située à 60 km au nord de Quito. Le prêt a été décerné conjointement avec la Latin American Agribusiness Development Corporation dans le cadre d'un accord approuvé en 1999 entre la SII et cette institution.	\$ 325 000		\$ 2,5 millions
Nicaragua	<b>Café Soluble S.A.</b> produit du café instantané lyophilisé, du café torréfié et du café moulu ainsi que des céréales; en outre, il commercialise et distribue à l'échelle locale des marques internationales de produits de consommation. L'entreprise transforme un produit agricole de base en un produit exportable à forte valeur ajoutée. L'unité de production de Café Soluble fonctionne actuellement à pleine capacité. Le projet prévoit la modernisation de l'usine de traitement du café, la remise en état des bâtiments, l'amélioration des conditions environnementales, l'installation d'une unité de traitement des eaux usées et la modernisation ainsi que l'expansion de l'unité de production de céréales. Le projet contribuera également à l'amélioration des méthodes de gestion environnementale de l'entreprise, les amenant au niveau des normes internationales.	\$ 2,4 millions		\$ 5,4 millions
Paraguay	<b>Emprendimientos Hoteleros S.A.</b> construira le Four Point Sheraton Asunción Hotel, un hôtel d'affaires de dix étages et de 125 chambres. Le bâtiment comportera un centre de congrès, un centre d'affaires, un restaurant, une cafétéria, un espace de loisirs et d'autres commodités, le tout construit selon les normes de sécurité acceptées au plan international. Le projet comprendra le transfert de la gestion hôtelière et du savoir-faire d'exploitation à des ressortissants paraguayens ; il créera également 90 emplois directs et 270 emplois indirects.	\$ 3,6 millions		\$ 12 millions
Pérou	<b>América Leasing S.A.</b> se servira du prêt de la SII pour offrir du financement à de petites et moyennes entreprises péruviennes par le biais de contrats de location-financement à moyen et long terme. Souvent ces entreprises n'ont pas accès à du financement local à long terme pour moderniser leurs installations de fabrication ou pour accroître leurs opérations. Cette opération, outre qu'elle générera pour le Pérou une valeur ajoutée de 1,3 million de dollars par an en moyenne, va augmenter d'environ vingt-cinq le nombre de petites et moyennes entreprises financées par la SII au travers d'intermédiaires financiers. América Leasing sera tenue de s'assurer que les entreprises bénéficiaires respectent les normes de la SII en matière de protection de l'environnement et de droit du travail.	\$ 5 millions		

## ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

PAYS	DESCRIPTION DU PROJET	Prêt SII US\$	Participation SII US\$	Coût du projet US\$
Uruguay	<p>Le projet <b>Camino a las Sierras S.A.</b> a pour objet la réfection et l'exploitation d'un tronçon de 85 km de la route à péage <i>Ruta 8</i> entre les villes de Pando et de Minas en Uruguay. Ces travaux comprendront la pose d'un nouveau revêtement sur un tronçon de route, la réparation des bas-côtés, la construction d'un passage supérieur et d'un passage à niveau, l'amélioration de l'éclairage et de la signalisation et le renforcement d'un pont. La réfection de cette route permettra d'améliorer le trafic commercial et la sécurité routière entre l'Uruguay et le Brésil, qui est le principal partenaire commercial de l'Uruguay. <i>Ruta 8</i> est également très importante pour l'économie locale car elle relie Montevideo à une importante zone d'élevage bovin et de production forestière ainsi qu'aux principales zones de production de riz du pays. Le projet créera quelque soixante-dix emplois durant la phase de reconstruction de la route et environ trente emplois permanents.</p>	\$ 4 millions		\$ 10,8 millions
	<p><b>Carmitel S.A.</b> rénovera, remodelera et exploitera (dans le cadre d'une concession sur trente ans) un hôtel qui est un des points d'intérêt de Montevideo. Le bâtiment, qui appartient à la municipalité, a été déclaré monument historique national en 1975, ce qui signifie que l'on ne peut pas modifier sa façade au cours de la rénovation. Une fois celle-ci terminée, l'hôtel aura 118 chambres et commodités conformes aux règles internationales de sécurité d'un hôtel de cinq étoiles. Pendant les deux ans que dureront les travaux de rénovation et de construction, le projet générera 300 à 400 emplois temporaires. L'hôtel créera ensuite environ 97 emplois permanents ainsi que quelque 290 emplois indirects.</p>	\$ 6 millions		\$ 18 millions
Venezuela	<p><b>Standard Seafood de Venezuela, C. A.</b>, entreprise d'élevage de crevettes, a élaboré une méthodologie pour l'élevage de variétés de crevettes dans des eaux à salinité réduite qui lui permet d'élever des crevettes de façon durable sur le plan de l'environnement. Le projet d'aquaculture de Standard Seafood comprend l'expansion des opérations de l'entreprise en réponse à la demande croissante de produits d'aquaculture, la conception d'un programme de contrôle de la biosécurité destiné à mieux lutter contre le risque de maladies et à améliorer la productivité d'ensemble des alevinières, et la construction de deux nouvelles unités de transformation près des installations d'élevage. Le projet offrira son soutien à l'un des principaux exploitants du secteur des exportations non traditionnelles, dont les revenus en devises passeront à 67 millions de dollars par an d'ici cinq ans et qui créera 628 emplois directs et 200 emplois indirects.</p>	\$ 10 millions		\$ 37,2 millions

# LA CRISE ÉCONOMIQUE ET LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

La crise économique mondiale, abordée en termes plus détaillés dans une autre section de ce rapport annuel, pourrait bel et bien frapper démesurément fort les petites et moyennes entreprises. Un resserrement du crédit, la chute des ventes locales et le déclin des exportations pourraient s'étendre au secteur tout entier et entraîner des pertes d'emploi générales et même des fermetures d'entreprises. La présente section du rapport annuel de la SII décrit brièvement les répercussions catastrophiques possibles de la crise actuelle sur les petites et moyennes entreprises d'Amérique latine et des Caraïbes. Elle évoque également les mesures qui pourraient être prises pour atténuer les faiblesses et ainsi renforcer le secteur dans le long terme.

## La crise

Les rapports économiques de la fin 2001 mettent en relief les déclin de production, la chute des bénéfices, l'abandon de plans d'acquisition et l'imminence d'une récession mondiale. Si ces indicateurs ne sont pas de bon augure pour les économies développées, ils sont annonciateurs de gros problèmes pour les économies émergentes et les entrepreneurs d'Amérique latine et des Caraïbes. Pour les grandes sociétés bien capitalisées bénéficiant d'un accès relativement facile au financement, un avenir aussi morne pose un défi ; pour les petites et moyennes entreprises que la SII est mandatée de promouvoir, il peut être désastreux.

La période d'incertitude et de volatilité économiques qui va faire suite à la crise et l'aversion du risque anticipé vont peser lourd sur les

petites et moyennes entreprises. En général, la baisse de la production et des exportations s'accompagne d'une réduction du taux de croissance et de l'augmentation du taux de chômage. Alors que les grandes entreprises auront peut-être besoin d'aide pour préserver le *statu quo* ou pour se protéger d'un déclin trop sévère, les petites et moyennes entreprises auront besoin d'aide juste pour survivre.

Les petites et moyennes entreprises sont les premières à être touchées par le ralentissement économique. Elles sont plus à risque du fait qu'elles ont tendance à concentrer leurs efforts sur quelques activités de production ou de commercialisation. De plus, leur accès parfois ténu au financement à des conditions raisonnables peut les rendre particulièrement fragiles. Les

grandes sociétés ont de nombreuses lignes de produits ; leur activité économique et leurs revenus s'en trouvent donc diversifiés. Au contraire, les petites et moyennes entreprises sont en général spécialisées dans quelques biens et produits, ce qui signifie qu'elles n'ont que deux ou trois sources de revenus. Alors, lorsqu'une petite ou moyenne entreprise rencontre des difficultés, elle est profondément ébranlée et elle doit prendre des décisions qui affectent toute l'entreprise. Les grandes entreprises ont bon nombre d'options car la diversification leur permet d'isoler le problème, de renforcer les éléments performants et de compenser les pertes sur un produit en générant plus de recettes grâce à un autre. Il est évident que ces options n'existent pas pour les petites et moyennes entreprises.

La concentration naturelle des petites et moyennes entreprises sur quelques produits ou services peut les rendre particulièrement vulnérables en période difficile car le ralentissement des ventes peut entraîner la perte de leurs sources de financement. L'incertitude dissuade les investisseurs et les prêteurs – les investisseurs à long terme disparaissent en premier et, si la situation ne s'améliore pas rapidement, les prêteurs à court terme disparaissent aussi. Parmi les petites et moyennes entreprises en tant que groupe, quelles sont celles qui sont le plus affectées par une telle situation ? Cela dépend de leur secteur d'activité. En temps de crise, la consommation des produits superflus ou de luxe chute immédiatement. Ainsi, toute entreprise qui fabrique des produits intermédiaires pour ces secteurs ou des produits finis de ce genre sera très touchée. Inversement, les entreprises qui fabriquent des produits de subsistance, comme les produits alimentaires et les boissons, seront un peu moins touchées. Mais quand la crise est mondiale, comme c'est le cas présentement, la demande d'exportations régionales décline. Les petites et moyennes entreprises qui fabriquent ces produits vendent moins, ont moins de revenus, sont obligées de réduire leurs coûts et peuvent même se voir forcées de licencier un grand nombre d'employés.

### Chute des prix des produits de base

La région Amérique latine et Caraïbes est avant tout une région de producteurs, d'utilisateurs finaux et d'exportateurs de nombreux produits de base. À l'évidence, l'effet du déclin des prix de ces produits sera différent si la petite ou moyenne entreprise en question est un producteur ou un utilisateur. Pour le producteur, le déclin des prix des produits de base comprimera les recettes et les bénéfices à moins que des réductions de coûts puissent être réalisées rapidement pour compenser la chute des ventes. En

Amérique latine, où la marge des pertes est limitée, les petites et moyennes entreprises ne sont pas seules à souffrir : sont aussi touchés les milliers de travailleurs et de familles qui dépendent d'elles.

La Banque mondiale prévoit une tendance négative à long terme des prix des produits de base. Quelques exemples spécifiques sont donnés ci-dessous.

**Café.** Le cours du café, un des principaux produits d'exportation de la région, baisse depuis deux ans, imposant un lourd fardeau aux producteurs. Les prix chutent en raison de l'offre excédentaire découlant de l'utilisation de meilleures techniques culturales et de l'augmentation rapide des rendements dans plusieurs pays. En octobre 2001, le cours à terme du café a atteint son niveau le plus bas depuis trente ans. Avec des prix du marché aussi faibles, les producteurs ont beaucoup de difficulté à rentabiliser leurs récoltes. Les plus touchés sont les petits et moyens producteurs dont les coûts de production sont souvent élevés.

En 2001, les exportations de café de la région ont diminué de près de 10 %, en partie à cause de problèmes de récolte et en partie à cause du mauvais temps. La baisse du prix du marché et des exportations a des effets d'entraînement qui se font sentir dans le monde entier, mais ils sont particulièrement durs en Amérique latine, qui représente 60 % de la production mondiale, où le café fait partie intégrante de l'économie et où il est un des produits régionaux générant le plus de recettes d'exportation.

C'est dans ce domaine que les petites et moyennes entreprises font face à de grands défis mais c'est aussi là qu'elles ont de nombreuses opportunités. Certains producteurs relèvent déjà le défi en produisant et en commercialisant le café comme un produit différencié plutôt que comme un produit de base. On peut prendre l'exemple de Café Soluble S.A., entreprise nicaraguayenne pour laquelle la SII a approuvé un prêt cette année : au lieu d'exporter des fèves de café non transformées, Café Soluble S.A. exporte des produits de café à forte valeur ajoutée.

**Sucre.** Les prix du sucre déclinent depuis le début de 2001 et ont maintenant atteint leur niveau le plus bas depuis dix-huit mois à la suite d'une période de production excédentaire. Les conditions météorologiques récentes qui menacent de resserrer l'offre peuvent temporairement étayer le prix de ce produit de base.

**Cuivre.** Le cours à terme du cuivre, autre produit d'exportation important, a atteint son niveau le plus bas depuis treize ans. Vu la fragilité croissante de leurs économies, les pays importateurs réduisent tout simplement leur demande de fils et de conduits et donc de leur principale matière première. Et alors que les prix du cuivre continuent à baisser régulièrement depuis l'an dernier, la faiblesse de la demande mondiale continue d'exacerber les perspectives pour ce produit.

**Pétrole.** Produit d'exportation important de la région, le pétrole est à un prix qui se maintient à son niveau le plus bas depuis deux ans du fait de la production excédentaire et de la stagnation, voire de la baisse, de la demande – conséquence du réchauffement du climat et du ralentissement de la production économique. La demande mondiale de pétrole augmente à son rythme le plus lent depuis près de deux décennies et les prévisions pour le court terme sont peu encourageantes. Au niveau actuel de la production et des stocks mondiaux, les prix risquent

tomber à leur niveau de la fin de 1998, de quelque 10 dollars le baril.

Les producteurs de pétrole sont généralement de grandes sociétés et, de fait, les petites et moyennes entreprises pourraient bénéficier d'une baisse des prix du pétrole en tant que facteur de production de leurs propres processus. Cependant, la chute des recettes pétrolières pourrait déclencher des déséquilibres internes et externes dans les pays producteurs de pétrole, ce qui aggraverait la conjoncture économique dont dépendent démesurément les petites et moyennes entreprises. Cela est particulièrement vrai dans les cas où les petites et moyennes entreprises sont les prestataires des biens et de services de l'industrie pétrolière.

### Contraction des exportations

Les économies de la région tributaires des échanges continueront certainement de souffrir du ralentissement brutal de l'économie mondiale. Les pays les plus touchés seront ceux qui dépendent des exportations. La menace d'un repli prolongé de l'économie des États-Unis amène une diminution de la demande des produits de base et des autres produits d'exportation importants pour les économies de l'Amérique latine et des Caraïbes. La chute des exportations et la faible demande des consommateurs de la région risquent de ralentir toute la croissance économique régionale.

### Baisse des recettes touristiques

La détresse économique mondiale conjuguée aux événements effrayants de la fin 2001 a eu un effet délétère sur le tourisme. Selon la Banque mondiale, 50 % des voyages prévus aux Caraïbes ont été annulés pendant le dernier trimestre de 2001. Le taux d'occupation des chambres d'hôtel de la région a diminué de 30 %. La reprise du secteur est presque certaine mais elle demandera du temps. Les agences touristiques confrontées à la chute

de leurs recettes vont devoir trouver et appliquer des mesures de réduction des coûts.

### Rareté des capitaux, du crédit et de l'investissement direct étranger

L'investissement à long terme des entreprises étrangères en Amérique latine a diminué de 21 % en 2000 et a encore diminué de 10 % en 2001 en raison de l'incertitude économique régionale et du ralentissement de l'économie mondiale. Le marché du crédit demeure en général très ouvert aux grandes banques et sociétés dans la plupart des pays, mais les crédits pour les petites entreprises sont rares ou même inexistants.

### Action immédiate et à long terme

Les petites et moyennes entreprises peuvent être adaptables. Leurs frais généraux sont souvent moins élevés que ceux des grandes entreprises car leurs niveaux de direction sont moins nombreux. Elles peuvent utiliser avantageusement les facteurs de production locaux et encourager l'entrepreneuriat local.

Face à la chute des volumes d'exportation, les entrepreneurs d'Amérique latine et des Caraïbes doivent agir avec célérité pour sauvegarder leur rentabilité. Leur souplesse éprouvée peut leur permettre de mettre en œuvre des techniques de réduction des coûts, de remanier leurs processus de production, d'identifier et de commercialiser des produits bien différenciés et d'élargir la base de leur clientèle afin de compenser les déclinés. Les entrepreneurs de la région peuvent également profiter de la proximité de leurs clients et de leurs fournisseurs, ce qui n'est pas le cas pour les producteurs étrangers. Par exemple, ils peuvent chercher à faire des économies d'échelle grâce à des intégrations verticales, comme l'a par exemple fait la compagnie chilienne Invertec Pesquera qui a obtenu un prêt de la SII cette année.

Les prêts et les investissements directs et indirects en capital de la Société interaméricaine d'investissement peuvent aider à financer de telles mesures. Cependant, sur le long terme, les petites et moyennes entreprises ont besoin d'un environnement leur permettant de fonctionner de manière efficace et les rendant moins vulnérables aux crises économiques. À cette fin, les institutions de développement doivent concentrer leurs efforts sur le renforcement des marchés de la région, ainsi que sur d'autres objectifs à long terme, parmi lesquels :

- aider à accroître l'investissement dans les secteurs de l'éducation et de la santé afin de développer et de protéger le capital humain, et de réduire la pauvreté
- améliorer l'accès des petites et moyennes entreprises au financement, en particulier aux prises de participation et aux services d'intermédiation financière
- rendre le cadre réglementaire ouvert et transparent
- développer des marchés financiers efficaces et réglementés.

Ces objectifs font partie du plan d'action actuel de la SII. Ce sont également les éléments clés qu'il faut mettre en place non seulement pour aider les petites et moyennes entreprises de la région à traverser la crise économique actuelle, mais aussi – et surtout – pour donner au secteur les moyens de faire face aux nouveaux défis qui pourraient encore survenir.

LA FAÇON DONT UNE ÉCONOMIE ET SES INTERVENANTS (INVESTISSEURS, PRÊTEURS, ENTREPRISES ET LE PUBLIC EN GÉNÉRAL) FONT FACE À UN RALENTISSEMENT ÉCONOMIQUE TIENT PRINCIPALEMENT AU CLIMAT DE CONFIANCE SOUS-JACENT. Tous ces intervenants sont plus susceptibles de retirer leur soutien – exacerbant par là-même la crise ou retardant la reprise – s'ils sentent que leurs intérêts ne sont pas protégés. Selon une étude réalisée à la demande de la SII par Florencio López-de-Silanes, professeur à l'Université de Yale : « En l'absence d'un bon environnement juridique, les financiers hésitent à remettre des fonds en échange de titres et de ce fait la portée des marchés de capitaux reste limitée. Concrètement ... la déficience des institutions juridiques a pour résultat un niveau élevé de concentration de l'actionariat, une faible disponibilité de financement par apport en capital externe, des marchés de capitaux restreints et de petits marchés de la dette. »

Parmi les domaines dans lesquels la région doit s'améliorer pour pouvoir offrir un environnement plus stable et attrayant pour les investisseurs, il convient de mentionner

- la protection juridique des investisseurs – y compris des investisseurs minoritaires – et les droits des créanciers qui permettent d'assurer la disponibilité de financements ainsi que l'ampleur et la capacité de récupération des marchés de la dette et des capitaux
- l'application, par les tribunaux et les commissions de réglementation des marchés, de la loi et des réglementations, notamment celles concernant la qualité des normes comptables, le droit des sociétés, les lois sur les valeurs mobilières et les lois en matière de redressement judiciaire et de faillite.

Ces domaines font partie de la catégorie générale de la gouvernance. Comme le dit M. López-de-Silanes, « En faisant l'analyse comparative par pays, il apparaît clairement que l'amélioration de la gouvernance des entreprises doit être un élément prioritaire de tout programme d'action en Amérique latine » ...

## Opérations approuvées en 2001

(En millions de dollars des États-Unis, sous le créneau d'emplois)

Pays	Projets approuvés	Secteur	Prêt	Particip.	Total	Coût original du projet	Valeur ajoutée annuelle	Recettes annuelles en devises	Nouveaux emplois
Argentine	PUBLICIDAD SARMIENTO	Tous autres services	6,5		6,5	13,0	9,3		13
Bolivie	MADERERA BOLIVIANA ETIENNE S.A.	Fabrication de meubles	3,5		3,5	7,3	7,0	8,9	230
Brésil	FABRICA DE PAPEL SANTA T HEREZINHA S.A.	Papier	10,0		10,0	23,6	7,8		50
Brésil	BANCO SANTOS	Banque multiservice	10,0		10,0	10,0	8,0	2,6	150
Brésil	BRAZILIAN SECURITIES II	Capitaux	10,0		10,0	25,0	9,4		15 360
Brésil	UNIVERSIDADE DO SUL DE SANTA CATARINA	Éducation	6,0		6,0	42,3	15,4		725
Brésil	BRAZILIAN MORTGAGES II	Capitaux	5,0		5,0	15,0	9,4		15 360
Chili	INVERTEC PESQUERA II	Alevinage et pêche	4,0		4,0	25,2	37,4	43,4	1 115
Chili	BANCO DEL DESARROLLO EQUITY INVESTMENT	Banque multiservice		10,0	10,0	25,0	2,7		
Colombie	FALCON FARMS	Production de fleurs et emballage	5,0		5,0	12,0	12,5	11,5	700
Colombie	BIOFILM	Produits chimiques et pharmaceutiques	7,0		7,0	41,0	27,9	26,7	40
Nicaragua	CAFE SOLUBLE	Agro-industrie et agriculture	2,4		2,4	5,4	2,3	0,9	
Paraguay	EMPRENDIMIENTOS HOTELEROS, S.A.	Hôtels et restaurants; Loisirs, activités culturelles et de récréation	3,6		3,6	12,0	5,4	5,0	360
Pérou	AMERICA LEASING	Compagnies de leasing	5,0		5,0		1,3	0,8	
Région	CORI CAPITAL PARTNERS, LP PRIVATE EQUITY	Fonds capital privé		10,0	10,0	300,0	14,4	3,6	150
Région	CORPORACIÓN INTERAMERICANA PARA EL FINANCIAMIENTO DE INFRAESTRUCTURA	Infrastructure financière non réglementée		10,0	10,0	50,0	220,0		3 300
Uruguay	CARRASCO MARRIOT HOTEL	Hôtels et restaurants; Loisirs, activités culturelles et de récréation	6,0		6,0	18,0	9,1	8,3	387
Uruguay	CAMINO A LAS SIERRAS, S.A.	Transport	4,0		4,0	10,8	3,8		100
Venezuela	STANDARD SEAFOOD	Alevinage et pêche	10,0		10,0	37,2	26,6	40,3	828
		<b>Total</b>	<b>98,0</b>	<b>30,0</b>	<b>128,0</b>	<b>672,9</b>	<b>429,7</b>	<b>152,0</b>	<b>38 868</b>

## Approbations, engagements et décaissements\*

(Au 31 décembre 2001 - millions de dollars des États-Unis)

Pays	Nombre de projets	APPROBATIONS BRUTES			ENGAGEMENTS NETS			DÉCAISSEMENTS		
		Prêts	Particip.	Prêts et particip.	Prêts	Particip.	Prêts et particip.	Prêts	Particip.	Prêts et particip.
Argentine	27	143,7	11,0	154,7	111,8	8,8	120,6	111,0	8,8	119,8
Bahamas	2	6,0	0,0	6,0	1,0	0,0	1,0	1,0	0,0	1,0
Barbade	1	0,0	4,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bolivie	12	52,6	1,9	54,5	42,8	1,3	44,1	42,8	1,3	44,1
Brésil	26	143,3	18,5	161,8	82,7	13,0	95,7	73,0	13,0	86,0
Chili	15	53,3	30,3	83,7	33,3	24,1	57,5	30,9	18,3	49,2
Colombie	14	63,2	12,9	76,0	33,0	9,5	42,5	30,0	9,5	39,5
Costa Rica	9	43,7	1,5	45,2	36,0	0,5	36,5	36,0	0,5	36,5
El Salvador	3	4,0	4,5	8,5	4,0	2,0	6,0	4,0	2,0	6,0
Équateur	9	31,3	2,5	33,8	7,3	1,8	9,1	7,3	1,8	9,1
Guatemala	8	46,1	0,5	46,6	23,1	0,0	23,1	18,9	0,0	18,9
Guyana	2	3,3	0,0	3,3	0,8	0,0	0,8	0,8	0,0	0,8
Haïti	1	1,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Honduras	10	50,9	1,0	51,9	33,6	0,0	33,6	24,1	0,0	24,1
Jamaïque	6	19,3	1,5	20,8	5,6	0,0	5,6	5,6	0,0	5,6
Mexique	24	87,0	45,3	132,2	46,8	27,3	74,1	37,7	18,6	56,3
Nicaragua	8	28,8	1,4	30,2	24,8	0,9	25,7	19,3	0,9	20,2
Panama	4	17,0	0,0	17,0	17,0	0,0	17,0	17,0	0,0	17,0
Paraguay	6	25,6	0,0	25,6	18,3	0,0	18,3	18,3	0,0	18,3
Pérou	17	90,5	10,8	101,3	43,3	4,5	47,8	43,3	4,5	47,8
Région	26	58,2	144,0	202,2	15,0	105,0	120,0	5,3	64,2	69,5
République dominicaine	8	50,6	0,0	50,6	26,9	0,0	26,9	26,9	0,0	26,9
Trinité-et-Tobago	4	17,5	2,8	20,3	9,6	0,6	10,2	9,6	0,6	10,2
Uruguay	12	55,1	6,2	61,3	34,7	6,0	40,8	30,0	6,0	36,1
Venezuela	10	51,8	4,7	56,5	19,5	0,0	19,5	19,5	0,0	19,5
	<b>264</b>	<b>\$1 143,6</b>	<b>\$305,3</b>	<b>\$1 449,0</b>	<b>\$671,0</b>	<b>\$205,4</b>	<b>\$876,4</b>	<b>\$612,2</b>	<b>\$150,2</b>	<b>\$762,4</b>

\*Y compris les opérations par le biais de délégations de crédit

## Notes sur les états financiers

aux 31 décembre 2001 et 2000

---

### Note

Les états financiers ci-joints de la Société interaméricaine d'investissement ont été traduits en français à partir des textes anglais et espagnol. Les états financiers en anglais et en espagnol ont été examinés par des réviseurs comptables indépendants de la Société. Le rapport des réviseurs sur l'examen effectué ainsi que leur opinion apparaissent dans les textes anglais et espagnol du Rapport annuel.

## Bilan

Aux 31 décembre 2001 et 31 décembre 2000 (en milliers de dollars)

	2001	2000
<b>ACTIF</b>		
Encaisse .....	\$ 3 576	\$ 1 782
Titres négociables .....	50 436	62 312
Investissements sous forme de prêts et de participations		
Prêts .....	279 755	269 644
Moins provisions pour pertes .....	(30 421)	(24 409)
	<u>249 334</u>	<u>245 235</u>
Participations.....	101 072	93 709
Moins provisions pour pertes.....	(27 032)	(15 961)
	<u>74 040</u>	<u>77 748</u>
Total des investissements .....	323 374	322 983
Montants à recevoir et autres actifs .....	4 062	7 105
Total de l'actif .....	<u>\$381 448</u>	<u>\$394 182</u>
<b>PASSIF ET CAPITAL</b>		
Montants à payer et autres passifs.....	\$ 6 319	\$ 3 381
Intérêts et commissions d'engagement à payer .....	24	1 517
Emprunts.....	105 000	160 000
Total du passif .....	<u>111 343</u>	<u>164 898</u>
Capital		
Autorisé : 70 370 actions (valeur nominale 10 000 dollars)		
Actions souscrites.....	681 910	662 040
Moins souscriptions à recevoir .....	(401 885)	(438 165)
	<u>280 025</u>	<u>223 875</u>
(Déficit) bénéfices non distribués .....	(9 920)	5 409
Total du passif et du capital .....	<u>\$381 448</u>	<u>\$394 182</u>

Les notes font partie intégrante des états financiers.

## État du revenu et des bénéfices non distribués

Pour les exercices clos aux 31 décembre 2001 et 31 décembre 2000 (en milliers de dollars)

	2001	2000
<b>REVENU</b>		
Titres négociables .....	\$ 2 873	\$ 3 306
Investissements sous forme de prêts		
Intérêts.....	20 373	24 579
Commissions d'engagement.....	477	553
Commissions d'ouverture .....	476	529
Autres revenus (prêts) .....	766	473
	<u>22 092</u>	<u>26 134</u>
Investissements sous forme de participations		
Bénéfices sur ventes de participations .....	2 081	505
Dividendes.....	1 261	918
Autres revenus (participations) .....	80	121
	<u>3 422</u>	<u>1 544</u>
Services-conseils, cofinancements et autres revenus.....	3 138	3 222
	<u>31 525</u>	<u>34 206</u>
<b>DÉPENSES</b>		
Dépenses administratives.....	14 103	13 239
Provisions pour pertes sur prêts et participations.....	25 511	9 848
Pertes latentes sur produits dérivés.....	619	—
Coût des emprunts .....	6 621	10 529
	<u>46 854</u>	<u>33 616</u>
(PERTES) REVENUS NETS .....	<u>(15 329)</u>	590
BÉNÉFICES NON DISTRIBUÉS EN DÉBUT D'EXERCICE .....	5 409	4 819
(DÉFICIT) BÉNÉFICES NON DISTRIBUÉS EN FIN D'EXERCICE .....	<u>\$(9 920)</u>	<u>\$ 5 409</u>

Les notes font partie intégrante des états financiers.

## Mouvements de trésorerie

Pour les exercices clos aux 31 décembre 2001 et 31 décembre 2000 (en milliers de dollars)

	2001	2000
<b>TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		
Décaissements (prêts) .....	\$ (62 447)	\$ (51 034)
Décaissements (participations) .....	(15 333)	(13 516)
Remboursements (prêts) .....	47 105	44 257
Ventes de participations .....	2 542	3 459
Recouvrement de l'investissement .....	2 330	326
Produit de la vente d'actifs recouvrés .....	416	1 869
Montants nets utilisés dans les opérations d'investissement .....	<u>(25 387)</u>	<u>(14 639)</u>
<b>TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>		
Décaissements des emprunts .....	90 000	80 000
Remboursements des emprunts .....	(145 000)	(70 000)
Souscriptions au capital .....	56 150	20 620
Montants nets provenant des opérations de financement .....	<u>1 150</u>	<u>30 620</u>
<b>TRÉSORERIE D'EXPLOITATION</b>		
(Perte) recette nette .....	(15 329)	590
Titres négociables		
Achats .....	(2 562 370)	(1 790 957)
Ventes, effets venant à échéance et remboursements .....	<u>2 574 352</u>	<u>1 761 300</u>
	11 982	(29 657)
Rapprochement du résultat net et de la trésorerie nette d'exploitation		
Provision pour pertes sur investissements (prêts et participations) .....	25 511	9 848
Changement dans les montants à recevoir et autres actifs .....	3 043	(368)
Changement dans les montants à payer et autres passifs .....	2 938	1 126
Changement dans les intérêts et commissions d'engagement à payer .....	(1 493)	697
Plus-values latentes sur titres hypothécaires .....	(515)	—
Plus-values latentes sur titres négociables .....	<u>(106)</u>	<u>(57)</u>
Montants nets produits par (utilisés pour) les activités de financement .....	29 378	11 246
	<u>26 031</u>	<u>(17 821)</u>
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse .....	1 794	(1 840)
Encaisse en début d'exercice .....	1 782	3 622
Encaisse en fin d'exercice .....	<u>\$ 3 576</u>	<u>\$ 1 782</u>
Information complémentaire		
Intérêts versés au cours de l'exercice .....	\$ 7 977	\$ 9 768

Les notes font partie intégrante des états financiers.

## Notes sur les états financiers

Aux 31 décembre 2001 et 31 décembre 2000

### OBJET

La Société interaméricaine d'investissement (la Société) est une institution multilatérale qui a été constituée en 1986. La Société est membre du Groupe de la Banque interaméricaine de développement (Groupe de la BID) qui comprend également la Banque interaméricaine de développement (BID) et le Fonds multilatéral d'investissement (MIF). La Société est entrée en activité en 1989 avec pour mission de promouvoir le développement économique des pays membres d'Amérique latine et des Caraïbes par le biais du financement des petites et moyennes entreprises. La Société accomplit cette mission, conjointement avec des investisseurs privés, en octroyant des prêts et en prenant des participations lorsque le capital privé n'est pas suffisamment disponible à des conditions raisonnables, en mobilisant le financement de projets faits par d'autres investisseurs et prêteurs par le biais de cofinancements ou de syndications de prêts et en offrant des services-conseils financiers et techniques. Le capital social de la Société est fourni par les pays membres. La Société mène ses opérations exclusivement en dollars des États-Unis et son territoire d'exploitation est limité aux vingt-six pays membres de la région.

### Note A - Principes comptables essentiels et principes connexes

Les principes appliqués par la Société interaméricaine d'investissement en matière de comptabilité et de présentation des informations financières sont conformes aux principes comptables généralement admis aux États-Unis.

#### EMPLOI DES ESTIMATIONS

La préparation d'états financiers conformément aux principes de comptabilité généralement admis aux États-Unis exige que l'on ait recours à des estimations et à des hypothèses qui affectent les montants portés à l'actif et au passif, la déclaration d'éléments d'actif et de passif conditionnels à la date de la présentation des états financiers ainsi que les montants déclarés des recettes et des dépenses pendant la période envisagée. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. La détermination de la suffisance des provisions pour pertes sur les prêts et les participations, et la juste valeur estimée de tous les instruments dérivés, a été faite avec beaucoup de discernement. Les opérations de la Société comportent des risques et des incertitudes inhérentes. Il est possible qu'un changement dans la conjoncture économique puisse avoir un effet négatif sur la situation financière de la Société.

#### INVESTISSEMENTS SOUS FORME DE PRÊTS ET DE PARTICIPATIONS

La date d'engagement des prêts et participations est celle de la signature de l'accord de prêt ou de participation ; les prêts et participations apparaissent à l'actif lorsqu'ils sont décaissés. Les prêts sont comptabilisés à concurrence de leur encours en principal, ajustés en fonction des provisions pour pertes. La Société a pour règle de demander des nantissements, notamment sous forme d'hypothèques et de garanties de tierces parties. Les participations dont il n'est pas possible de déterminer facilement la valeur vénale sont initialement comptabilisées à leur coût. Le montant comptabilisé décrit ci-dessous est revu périodiquement et ajusté en fonction de réductions de valeur éventuelles. La Société effectue parfois des options de vente en ce qui concerne certaines participations.

La Société considère qu'un prêt est douteux lorsque, en fonction des informations et des événements du moment, il existe un doute sérieux quant aux possibilités de recouvrement de tous les montants dûs conformément aux termes du contrat de prêt. Les provisions pour pertes liées aux prêts douteux reflètent de façon adéquate, selon la direction de la Société, le niveau de la valeur actuelle des flux de trésorerie attendus à l'avenir, actualisés au taux d'intérêt effectif du prêt.

## Notes sur les états financiers

Aux 31 décembre 2001 et 31 décembre 2000

---

### PROVISION POUR PERTES SUR PRÊTS ET PARTICIPATIONS

La Société a pour politique d'examiner périodiquement les risques de tous les prêts et participations et d'établir des provisions sur la base de cet examen. La direction se fonde sur le degré de risque et les résultats de chaque investissement, sur la taille et la diversité du portefeuille de la Société, sur la conjoncture économique et sur d'autres facteurs qu'elle considère importants. Le calcul de la provision pour pertes tient compte de la valeur estimée des nantissements ainsi que des autres sources potentielles de trésorerie. La dotation à la provision pour pertes est effectuée par le biais de prélèvements périodiques sur le revenu sous la forme d'une provision pour pertes sur les investissements. Les investissements éliminés du bilan, ainsi que tout recouvrement ultérieur, sont comptabilisés dans le compte de provisions pour pertes. La provision pour pertes est fixée par la direction de la Société à un niveau qu'elle juge adéquat pour absorber les pertes estimées sur son portefeuille de prêts et de participations et qui, selon la direction, reflète de façon adéquate le risque de moins-values que comporte le portefeuille de la Société.

### CONSTATATION DES PRODUITS DES PRÊTS ET PARTICIPATIONS

Les intérêts et toutes les commissions à l'exception des commissions d'ouverture sont comptabilisés en tant que revenu lorsqu'ils sont courus. Les commissions d'ouverture et les frais marginaux directs liés à la constitution d'un dossier de prêt ou de prise de participation ne sont pas amortis car la valeur nette de ces montants est insignifiante. La Société n'enregistre pas de revenu sur les prêts s'il existe un doute quant aux possibilités de recouvrement ou si le paiement du principal ou des intérêts accuse plus de 90 jours d'arriérés. Dans le cadre de cette politique de non-comptabilisation des intérêts en cas de retard de paiement, il est possible que des prêts soient classés comme non productifs alors qu'ils ne correspondent pas à la définition de prêts douteux. Tout intérêt couru concernant un prêt dont les montants impayés ne sont pas comptabilisés est déduit du revenu et n'est ensuite enregistré qu'à mesure de la réception des paiements et à condition que, de l'avis de la direction, l'emprunteur ait démontré sa capacité à payer régulièrement les échéances en principal et intérêts. Les intérêts qui n'ont pas été comptabilisés auparavant mais qui ont été capitalisés dans le cadre d'une renégociation de dettes sont enregistrés en tant que revenu différé et ne sont crédités au compte de revenu que lorsque l'on reçoit le montant en principal correspondant.

### TITRES NÉGOCIABLES

Dans le cadre de la stratégie d'ensemble de gestion de son portefeuille, la Société investit dans des obligations d'État ou d'organismes étatiques, dans des dépôts à terme et dans des titres garantis par des actifs conformément à ses critères d'investissement en matière de risque de crédit et de durée. Les obligations d'État et d'organismes étatiques comprennent les obligations à taux fixe de haute qualité, les bons et obligations du Trésor émis par ou avec la garantie inconditionnelle du gouvernement des pays ou d'autres entités officielles comme les organismes étatiques. La Société classe son portefeuille de titres négociables en tant qu'activité boursière et elle comptabilise ses investissements à leur valeur vénale, les changements de la juste valeur et les plus et moins-values réalisées étant inscrites dans le revenu provenant de titres négociables. Tout intérêt et dividende sur titres, l'amortissement de primes et l'appréciation des bons à prime sont comptabilisés dans le revenu provenant de titres négociables.

### IMMOBILISATIONS

La Société déprécie ses immobilisations selon la méthode linéaire d'amortissement sur la durée de vie estimée des avoirs allant de trois à sept ans. Le coût associé au développement de logiciels informatiques pour usage interne a été capitalisé et amorti sur la durée de vie du logiciel.

## Notes sur les états financiers

Aux 31 décembre 2001 et 31 décembre 2000

## JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La norme comptable SFAS No. 107 intitulée *Informations sur la juste valeur des instruments financiers* requiert que les entreprises fournissent des informations sur la juste valeur estimée de leurs instruments financiers, qu'elle soit ou non comptabilisée au bilan.

Pour nombre des instruments financiers de la Société, il est pratiquement impossible d'en estimer la juste valeur. En conséquence, des informations complémentaires relatives à l'estimation de leur juste valeur, telles que leur valeur comptable, le taux d'intérêt et l'échéance sont fournies ici conformément aux exigences de la norme SFAS No. 107.

La méthodologie et les hypothèses utilisées par la direction pour l'estimation de la juste valeur des instruments financiers de la Société sont les suivantes :

*Encaisse* : la valeur comptable de l'encaisse, telle qu'elle apparaît au bilan, est proche de sa juste valeur.

*Titres négociables* : la juste valeur des titres négociables est estimée sur la base des cours cotés sur le marché. Voir Note B.

*Investissements sous forme de prêts* : la Société fournit des financements sur mesure aux petites et moyennes entreprises des pays membres en développement. Il n'existe aucun marché secondaire comparable pour de tels prêts. Pour la majorité des prêts et engagements y afférents, la direction considère qu'en raison de la situation unique de la Société en matière de prêts et en l'absence d'un marché secondaire établi, l'estimation de la juste valeur de son portefeuille de prêts n'est pas réalisable à l'heure actuelle. Voir Note C.

*Prises de participation* : la Société prend des participations au capital de petites et moyennes entreprises du secteur privé d'Amérique latine et des Caraïbes. Dans la majorité des cas, il n'existe pas de prix du marché et les autres méthodes d'évaluation ne sont pas utilisables. Voir Note C.

*Emprunts* : la valeur comptable des emprunts, telle qu'elle apparaît au bilan, est proche de leur juste valeur. Voir Note F.

## NOUVELLES DISPOSITIONS DE COMPTABILISATION ET DE PRESENTATION DES INFORMATIONS

En septembre 2000, la FSAB a publié la norme SFAS No.140 intitulée *Comptabilité pour le transfert et le service de l'actif financier et l'extinction d'éléments du passif—remplacement de la norme SFAS No. 125*. La norme SFAS No. 140 remanie les normes comptables relatives aux titrisations, autres transferts d'actif financier et garantie. Elle requiert certaines nouvelles informations, mais reprend la plupart des dispositions de la norme SFAS No.125 sans modification. Généralement, les nouvelles dispositions de cette norme doivent être appliquées prospectivement et entrent en vigueur le 31 mars 2001. L'adoption des dispositions de cette norme n'a pas eu d'impact significatif sur la Société.

## GESTION DU RISQUE ET INSTRUMENTS DÉRIVÉS

Pour gérer le risque, la Société s'engage dans des transactions qui comprennent divers instruments dérivés. Ces instruments sont conçus de façon à minimiser les risques liés aux taux d'intérêt et à certains placements en monnaies étrangères. Conformément à la norme SFAS No. 133 relative aux normes de comptabilité des états financiers, intitulée *Comptabilité des instruments dérivés et des activités de couverture*, telle qu'amendée, la Société évalue ces instruments dérivés à la valeur du marché et les comptabilise en tant qu'actifs et/ou passifs à la date du bilan, les plus-values et les moins values latentes étant reflétées dans les recettes.

## Notes sur les états financiers

Aux 31 décembre 2001 et 31 décembre 2000

### Note B - Titres négociables

Les parties composantes des titres négociables pour les exercices clos aux 31 décembre 2001 et au 31 décembre 2000 (en milliers de dollars) sont les suivantes :

	2001	2000
Obligations d'État et d'organismes étatiques .....	\$20 679	\$26 282
Titres garantis par des actifs .....	22 673	22 959
Titres corporatifs .....	7 084	13 071
	<u>\$50 436</u>	<u>\$62 312</u>

Les parties composantes des recettes nettes sur les titres négociables pour les exercices clos aux 31 décembre 2001 et 31 décembre 2000 (en milliers de dollars) sont les suivantes :

	2001	2000
Intérêts créditeurs.....	\$2 921	\$3 242
Plus-value latente.....	106	7
(Pertes) gains réalisés.....	(155)	57
TOTAL.....	<u>\$2 873</u>	<u>\$3 306</u>

### Note C - Prêts et prises de participation

La Société surveille son encours de prêts et de participations pour s'assurer qu'il n'existe aucune concentration géographique de risque. Au 31 décembre 2001, les pays présentant le plus de risque de crédit global pour la Société étaient l'Argentine, le Brésil et la Bolivie.

La ventilation par pays et par secteur de l'encours du portefeuille aux 31 décembre 2001 et 31 décembre 2000 se présente comme suit (en milliers de dollars) :

	2001			2000		
	PRÊTS	PARTICIPATIONS	TOTAL	PRÊTS	PARTICIPATIONS	TOTAL
Région .....	\$ 3 170	\$ 56 240	\$ 59 410	\$ 4 905	\$52 609	\$ 57 514
Argentine .....	55 121	2 000	57 121	66 248	4 999	71 247
Brésil .....	25 693	9 285	34 978	18 844	9 425	28 269
Bolivie.....	26 200	—	26 200	30 391	—	30 391
Mexique .....	12 529	13 100	25 629	2 013	12 120	14 133
Chili .....	12 375	12 974	25 349	11 190	6 000	17 190
Costa Rica .....	22 168	—	22 168	18 770	—	18 770
République dominicaine .....	17 072	—	17 072	10 003	—	10 003
Pérou .....	17 029	—	17 029	21 710	—	21 710
Honduras.....	15 932	—	15 932	14 603	—	14 603
Guatemala .....	15 146	—	15 146	13 240	—	13 240
Nicaragua.....	12 762	400	13 162	11 160	400	11 560
Paraguay .....	11 111	—	11 111	12 726	—	12 726
Venezuela.....	9 833	—	9 833	11 361	—	11 361
Panama .....	9 314	—	9 314	10 145	—	10 145
Colombie .....	4 000	3 429	7 429	363	4 169	4 532
Uruguay.....	5 172	1 046	6 218	3 850	1 389	5 239
Trinité-et-Tobago .....	3 476	598	4 074	5 390	598	5 988
El Salvador .....	—	2 000	2 000	727	2 000	2 727
Équateur.....	1 252	—	1 252	1 445	—	1 445
Bahamas .....	400	—	400	560	—	560
TOTAL.....	<u>\$279 755</u>	<u>\$101 072</u>	<u>\$380 827</u>	<u>\$269 644</u>	<u>\$93 709</u>	<u>\$363 353</u>

## Notes sur les états financiers

Aux 31 décembre 2001 et 31 décembre 2000

	2001			2000		
	PRÊTS	PARTICIPATIONS	TOTAL	PRÊTS	PARTICIPATIONS	TOTAL
Services financiers.....	\$145 048	\$ 10 486	\$155 534	\$132 104	\$ 6 052	\$138 156
Fonds de capital-risque .....	—	82 436	82 436	—	75 257	75 257
Produits manufacturés .....	39 811	2 000	41 811	43 653	2 000	45 653
Transport, emmagasinage et communications.....	27 277	—	27 277	17 059	—	17 059
Services publics .....	18 471	—	18 471	21 111	—	21 111
Tourisme .....	16 774	—	16 774	19 746	—	19 746
Agro-industrie, agriculture .....	13 634	2 000	15 634	15 144	2 000	17 144
Pêcheurie .....	3 637	4 150	7 787	4 718	5 400	10 118
Autres services.....	6 500	—	6 500	—	—	—
Environnement .....	3 927	—	3 927	4 179	—	4 179
Sociétés de crédit-bail .....	3 170	—	3 170	4 905	—	4 905
Services santé.....	880	—	880	4 353	—	4 353
Industries minière et pétrole .....	626	—	626	1 054	3 000	4 054
Élevage bétail et volailles.....	—	—	—	1 518	—	1 518
Délégations de crédit .....	—	—	—	100	—	100
TOTAL .....	\$279 755	\$101 072	\$380 827	\$269 644	\$93 709	\$363 353

Les prêts et prises de participation approuvés par le Conseil d'administration mais non encore signés en tant qu'engagements d'investissement et les engagements signés pour lesquels aucun décaissement n'a encore été fait (et nets d'investissements annulés) aux 31 décembre 2001 et 31 décembre 2000 (en milliers de dollars) sont présentés dans le tableau ci-après :

	2001	2000
Investissements approuvés mais non engagés		
Prêts .....	\$ 146 875	\$ 111 100
Participations.....	15 000	26 500
TOTAL .....	\$ 161 875	\$ 137 600
Investissements engagés mais non décaissés		
Prêts .....	\$ 59 209	\$ 106 116
Participations.....	59 871	33 691
TOTAL .....	\$ 119 080	\$ 139 807

Les prêts de la Société portent intérêt au taux interbancaire offert à Londres (LIBOR) à un, trois et six mois, majoré d'une marge allant de 2,50 % à 6,00 %. Au 31 décembre 2001, les taux LIBOR à un, trois et six mois étaient en moyenne de 3,88 %, 3,78 % et 3,73 % respectivement (ils étaient de 6,56 %, 6,40 % et 6,21 % respectivement au 31 décembre 2000).

La structure des échéances des prêts de la Société pour les exercices clos aux 31 décembre 2001 et 31 décembre 2000 est récapitulée ci-après (en milliers de dollars) :

	2001		2000	
	ENCOURS EN PRINCIPAL	MARGE MOYENNE SUR LIBOR	ENCOURS EN PRINCIPAL	MARGE MOYENNE SUR LIBOR
Échéance égale ou inférieure à un an....	\$ 61 489	3,70 %	\$ 69 336	3,51 %
Échéance supérieure à un an et inférieure à cinq ans .....	176 900	3,50 %	150 590	3,38 %
Échéance supérieure à cinq ans et inférieure à dix ans.....	41 366	4,02 %	49 718	3,37 %
TOTAL.....	\$279 755		\$269 644	

Les prêts dont les intérêts courus ne sont plus comptabilisés se montaient au 31 décembre 2001 à 83 246 000 dollars (40 516 000 dollars au 31 décembre 2000). Les intérêts sur le revenu non reconnu

## Notes sur les états financiers

Aux 31 décembre 2001 et 31 décembre 2000

sur les prêts non comptabilisés ont atteint un total de 2 634 000 dollars au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2001 (3 782 000 dollars au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2000). Les intérêts perçus sur les prêts non productifs de l'année en cours et des années précédentes se sont élevés au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2001 à 47 000 dollars (959 000 dollars pour l'exercice clos au 31 décembre 2000).

L'investissement de la Société en prêts douteux se montait à 22 128 000 dollars au 31 décembre 2001 (8 525 000 dollars au 31 décembre 2000). L'investissement moyen en prêts douteux pour l'exercice clos au 31 décembre 2001 était de 15 327 000 dollars (14 432 000 dollars pour l'exercice clos au 31 décembre 2000).

Le mouvement des provisions pour pertes sur les prêts et participations pour les exercices clos aux 31 décembre 2001 et 31 décembre 2000 est présenté ci-après (en milliers de dollars) :

	2001			2000		
	PRÊTS	PARTICIPATIONS	TOTAL	PRÊTS	PARTICIPATIONS	TOTAL
Solde en début d'exercice .....	\$24 409	\$15 961	\$40 370	\$24 567	\$10 186	\$34 753
Passation par pertes et profits .....	(5 746)	(3 098)	(8 844)	(5 106)	(994)	(6 100)
Recouvrements.....	416	—	416	1 869	—	1 869
Provisions pour pertes.....	11 342	14 169	25 511	3 079	6 769	9 848
Solde en fin d'exercice.....	\$30 421	\$27 032	\$57 453	\$24 409	\$15 961	\$40 370

Des prêts et participations de la Société en Argentine sont en grande part responsables de l'augmentation en provisions durant l'exercice 2001 comparé à l'exercice 2000.

En 2000, la Société a fait un investissement dans un effet à recevoir par paiements minimaux exigibles en vertu de contrats de bail, qui est inclus dans les investissements sous forme de prêts. Au 31 décembre 2001, la valeur actualisée nette de cet investissement se montait à 3 210 000 dollars (4 936 000 dollars au 31 décembre 2000), dont 3 555 000 dollars de paiements bruts à recevoir (5 656 000 dollars au 31 décembre 2000) et 345 000 dollars à courir (720 000 dollars au 31 décembre 2000). Au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2001, la Société a reconnu 375 000 dollars d'intérêts créditeurs liés à ces contrats de bail pour l'exercice clos au 31 décembre 2001 (110 000 dollars pour l'exercice clos au 31 décembre 2000). Les paiements à recevoir sur ces contrats de bail pour les cinq années à venir se présentent comme suit (en milliers de dollars) :

	2002	2003	2004	2005	2006
Remboursements du principal.....	\$1 620	\$1 019	\$431	\$95	\$5
Intérêts créditeurs courus .....	225	91	25	3	—
À recevoir sur paiements minimaux exigibles en vertu de contrats de bail..	\$1 845	\$1 110	\$456	\$98	\$5

En 2001, la Société a investi dans des titres hypothécaires qui sont inclus dans les investissements sous forme de prêts. Conformément à la norme SFAS No. 115, intitulée *Comptabilisation de certains investissements en titres de créance et en participations*, la Société a classé les titres hypothécaires en tant qu'activité boursière et les maintient à une juste valeur de 4 338 000 à la fin de l'exercice. Au 31 décembre 2001, la Société montrait une plus-value latente de 515 000 dollars pour cet investissement, qui se reflète dans les autres revenus des investissements sous forme de prêts. La Société a également investi dans un instrument financier dérivé lié à cet investissement en titres hypothécaires, qui est conçu de façon à minimiser la variabilité des remboursements du capital et des intérêts due aux risques liés aux taux d'intérêt et aux placements en monnaies étrangères. Au 31 décembre 2001,

## Notes sur les états financiers

Aux 31 décembre 2001 et 31 décembre 2000

le montant de la juste valeur de l'instrument dérivé de la Société était de 619 000 dollars et il apparaît dans les comptes à payer et autres passifs. Cela représente aussi la perte latente connexe associée à l'instrument dérivé.

### Note D - Montants à recevoir et autres actifs

Le tableau ci-après donne un récapitulatif des montants à recevoir et autres actifs aux 31 décembre 2001 et 31 décembre 2000 (en milliers de dollars) :

	2001	2000
Revenu gagné sur titres négociables.....	\$ 384	\$ 360
Revenu gagné sur prêts.....	2 145	4 647
Dividendes accumulés sur participation .....	174	221
Montants à recevoir sur ventes de participations, valeur nette.....	—	483
Actifs recouverts.....	620	620
Actif payé à l'avance pour autres prestations après retraite .....	112	249
Autres.....	272	112
Immobilisations :		
Équipement de bureau et améliorations locatives, coût historique .....	1 234	1 208
Équipement informatique, logiciels et développement de systèmes, coût historique .....	2 384	2 287
Moins dépréciation et amortissement, montant cumulé.....	(3 263)	(3 082)
Immobilisations, valeur nette .....	355	413
Total des montants à recevoir et autres actifs.....	\$ 4 062	\$ 7 105

En 1998, la Société a vendu ses parts dans un certain nombre de participations et comptabilisé des effets à recevoir d'un montant de 1 800 000 dollars et une provision pour valorisation de 72 000 dollars. La Société a constaté une plus-value de 416 000 dollars sur ces ventes de participations, qui est inscrite au titre des plus-values sous la rubrique de vente de participations pour l'exercice clos au 31 décembre 1998. Au 31 décembre 2001 le solde impayé de ce montant à recevoir a été payé en totalité et les provisions connexes pour valorisation ont été acquittées (568 000 dollars et 85 000 dollars respectivement au 31 décembre 2000).

### Note E - Montants à payer et autres passifs

Les montants à payer et autres passifs aux 31 décembre 2001 et 31 décembre 2000 sont récapitulés ci-après (en milliers de dollars) :

	2001	2000
Montants à payer.....	\$ 564	\$ 470
À payer à la BID.....	77	49
Salaires et avantages sociaux à payer .....	1 575	1 320
Revenu différé.....	333	23
Paiements résiduels de souscription de capital .....	1 317	133
Paiements échelonnés, ventes de participations.....	1 383	983
Passif pour instrument financier dérivé .....	619	—
Autres passifs .....	451	403
Total des montants à payer et autres passifs.....	\$ 6 319	\$ 3 381

## Notes sur les états financiers

Aux 31 décembre 2001 et 31 décembre 2000

La Société conclut des accords avec des promoteurs d'investissement en participations pour se libérer de sa position d'investisseur en participations. Ces accords comportent des paiements échelonnés faits à la Société, au terme desquels la position de la Société retourne au promoteur d'investissement en participations. Les paiements échelonnés qui apparaissent dans les montants à payer et autres passifs s'élevaient à 1 383 000 dollars au 31 décembre 2001 (983 000 dollars au 31 décembre 2000).

**Note F - Emprunts**

L'encours des emprunts de la Société comprend des lignes de crédit renouvelables auprès de la Caja de Ahorros y Monte de Piedad de Madrid (Caja) et Industrial Bank of Japan (IBJ). Les emprunts faits dans le cadre de ces lignes de crédit ont une échéance d'un, trois ou six mois à compter du décaissement et ils sont renouvelables.

Les accords de lignes de crédits et les emprunts connexes dans le cadre de ces accords aux 31 décembre 2001 et 31 décembre 2000 sont présentés dans le tableau ci-dessous (en milliers de dollars) :

ACCORDS DE LIGNES DE CRÉDITS	2001		2000	
	DISPONIBLE	ENCOURS	DISPONIBLE	ENCOURS
Caja, échéance : juillet 2001 .....	\$ —	\$ —	\$ 50 000	\$ 40 000
Caja, échéance : mars 2003 .....	50 000	50 000	50 000	50 000
Caja, échéance : mars 2006 .....	100 000	—	100 000	70 000
Caja, échéance : décembre 2002 ....	50 000	—	50 000	—
IBJ, échéance : juin 2006.....	100 000	55 000	—	—
		<u>\$105 000</u>		<u>\$160 000</u>

Les emprunts portent intérêt à taux variable sur la base du LIBOR à un, trois et six mois, taux fixé à la date de valeur de chaque emprunt. La moyenne pondérée du coût de l'encours des emprunts de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2001 était de 4,71 % (6,73 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2000). La Société paie également une commission d'engagement allant de 0,05 % à 0,10 % sur la ligne de crédit inutilisée disponible. Le total des commissions payées sur toutes les lignes de crédit a atteint, pour l'exercice clos le 31 décembre 2001, 53 000 dollars (26 000 dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2000).

En 2001, la Société a renouvelé avec la BID une convention de prêt qui permet à la Société d'emprunter jusqu'à concurrence de 300 000 000 de dollars jusqu'en novembre 2005. Aucun montant n'a été décaissé au titre de cette convention au cours des exercices 2001 ou 2000.

**Note G - Capital social**

Le capital autorisé de la Société a été augmenté pour atteindre 703,7 millions de dollars par une résolution autorisant une augmentation de 500 millions de dollars en 1999. En vertu de cette résolution, 500 millions de dollars ont été affectés aux souscriptions des pays membres au cours de la période de souscription. Le 22 mars 2000, le nombre minimum de souscriptions exigé pour la mise en vigueur de la résolution autorisant l'augmentation de capital était atteint. Les membres ont convenu de payer leurs souscriptions en huit tranches, la dernière échéance étant payable le 31 octobre 2007.

## Notes sur les états financiers

Aux 31 décembre 2001 et 31 décembre 2000

Le tableau ci-dessous donne la liste du capital social souscrit et des souscriptions à recevoir au 31 décembre 2001 (en milliers de dollars des États-Unis) :

	CAPITAL STOCK SOUSCRIT		SOUSCRIPTIONS À RECEVOIR DES PAYS MEMBRES
	PARTS	MONTANT	
Allemagne.....	1 334	\$ 13 340	\$ 5 310
Argentine.....	7 767	77 670	54 400
Autriche.....	345	3 450	1 840
Bahamas.....	68	680	—
Barbade.....	101	1 010	540
Belize.....	101	1 010	610
Bolivie.....	624	6 240	3 280
Brésil.....	7 767	77 670	47 310
Chili.....	2 003	20 030	9 850
Colombie.....	2 003	20 030	11 490
Costa Rica.....	94	940	—
Danemark.....	1 071	10 710	5 710
El Salvador.....	94	940	—
Équateur.....	420	4 200	2 940
Espagne.....	2 393	23 930	13 260
États-Unis.....	17 600	176 000	102 580
France.....	2 162	21 620	11 520
Guatemala.....	420	4 200	2 210
Guyana.....	124	1 240	660
Haïti.....	94	940	—
Honduras.....	314	3 140	2 200
Israël.....	173	1 730	930
Italie.....	2 162	21 620	15 360
Jamaïque.....	126	1 260	—
Japon.....	2 393	23 930	13 260
Mexique.....	5 000	50 000	30 430
Nicaragua.....	314	3 140	2 200
Panama.....	314	3 140	1 650
Paraguay.....	325	3 250	2 310
Pays-Bas.....	1 071	10 710	5 710
Pérou.....	2 003	20 030	13 260
République dominicaine.....	435	4 350	2 360
Suède.....	393	3 930	2 950
Suisse.....	1 071	10 710	5 710
Suriname.....	30	300	225
Trinité-et-Tobago.....	314	3 140	2 200
Uruguay.....	857	8 570	4 640
Venezuela.....	4 311	43 110	22 980
TOTAL 2001.....	68 191	\$681 910	\$401 885
TOTAL 2000.....	66 204	\$662 040	\$438 165

## Notes sur les états financiers

Aux 31 décembre 2001 et 31 décembre 2000

### Note H - Participations

La Société mobilise des fonds de banques commerciales et d'autres institutions financières (Participants) par le biais de participations à des prêts qu'elle vend sans recours aux Participants mais qu'elle administre et dont elle assure le service au nom des Participants. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2001, la Société a appelé et décaissé des fonds de Participants à hauteur de 24 455 000 dollars (19 843 000 de dollars au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2000). Les fonds d'engagement non décaissés des participants s'élevaient à 7 872 000 dollars au 31 décembre 2001 (27 717 000 dollars au 31 décembre 2000).

### Note I - Opérations entre personnes morales apparentées

La Société reçoit de la BID des services administratifs et généraux dans les domaines où la BID peut offrir des services communs efficaces. La Société a négocié avec la BID un bail pour des locaux à usage de bureaux qui arrive à échéance en 2002. Les versements varient en fonction de l'espace effectivement utilisé.

La Société a payé les montants suivants à la BID pour les locaux à usage de bureaux et certains services de support administratif au cours des exercices clos aux 31 décembre 2001 et 31 décembre 2000 (en milliers de dollars) :

	2001	2000
Locaux à usage de bureaux.....	\$ 1 099	\$ 1 097
Services administratifs.....	536	400
	<u>\$ 1 635</u>	<u>\$ 1 497</u>

## Notes sur les états financiers

Aux 31 décembre 2001 et 31 décembre 2000

---

Les sommes dues à la BID étaient de 77 000 dollars au 31 décembre 2001 (49 000 dollars au 31 décembre 2000).

En 2001 et en 2000, la Société ne devait aucun montant à la BID dans le cadre d'un accord de prêt existant. Voir Note F.

La Société a un accord de services-conseils avec le Fonds multilatéral d'investissement (MIF) de la BID. Des honoraires d'un montant de 475 000 dollars ont été reçus à ce titre au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2001 (400 000 dollars au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2000).

### Note J - Caisse de retraite

La quasi-totalité du personnel de la Société et de la BID bénéficie d'une caisse de retraite à prestations définies (la Caisse de retraite) parrainée par la BID. Aux termes de ce régime, les prestations sont calculées sur la base des années de service et de la moyenne des rémunérations perçues ; les cotisations versées par les employés correspondent à un pourcentage fixe de leur rémunération, la Société et la BID versant le reliquat du coût actuariel futur des prestations offertes par la Caisse de retraite. Le montant total de la contribution est calculé selon la méthode du financement global. Toutes les cotisations versées à la Caisse de retraite et la totalité des actifs et revenus destinés à cette Caisse de retraite sont conservés sur des comptes distincts de ceux sur lesquels les actifs et les recettes de la Société et de la BID sont détenus. Ils ne peuvent être utilisés qu'au profit des participants et des ayants-droit, et ce jusqu'à ce que les obligations de la caisse vis-à-vis d'eux leur aient été payées ou aient fait l'objet d'une provision. On ne dispose pas de renseignements sur les obligations cumulées au titre des prestations ni sur les actifs y afférents détenus par la Société. Le montant total des dépenses mises à la charge de la Société aux fins de la Caisse de retraite était de 12 000 dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2001 (9 000 dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2000).

## Notes sur les états financiers

Aux 31 décembre 2001 et 31 décembre 2000

### Note K - Prestations hors-pension du personnel retraité

La Société offre également certaines prestations aux titres des soins de santé et autres aux retraités. Tout membre du personnel cotisant à la Caisse de retraite et répondant à certains critères a droit à ces prestations complémentaires au moment de son départ en retraite dans le cadre de la Caisse de retraite.

La contribution de la Société au Régime de Prestations après-retraite (le Régime) de la BID est calculée selon la méthode actuarielle annuelle. La part du montant total de l'actif affectée à la Société est calculée au pro rata du Régime en fonction du taux de financement de la Société et du taux de rentabilité de son actif, diminué des paiements faits aux employés au titre des prestations après-retraite. La Société a participé au Régime de Prestations après-retraite pour un montant de 220 000 dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2001 (695 000 dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2000). On prévoit que les futures contributions de financement au Régime seront égales au coût actuariel annuel.

La réconciliation des variations entre les obligations de prestations du Régime et la juste valeur des actifs aux 31 décembre 2001 et 31 décembre 2000 (en milliers de dollars) figure ci-après :

	2001	2000
<i>Réconciliation d'obligation de prestations</i>		
Obligation au 1er janvier .....	\$8 141	\$7 386
Charges de service .....	727	674
Charges d'intérêt .....	365	462
Gains actuariels .....	(1 830)	(381)
Obligation au 31 décembre .....	<u>7 403</u>	<u>8 141</u>
<i>Réconciliation de la juste valeur des actifs du Régime</i>		
Juste valeur des actifs du Régime au 1er janvier.....	7 974	7 439
Rendement effectif des actifs du Régime .....	(481)	(160)
Contributions de l'employeur .....	220	695
Juste valeur des actifs du Régime au 31 décembre.....	<u>7 713</u>	<u>7 974</u>
<i>État de la capitalisation</i>		
État de la capitalisation au 31 décembre .....	310	(167)
Obligation transitoire non constatée .....	2 272	2 445
Gain non constaté .....	(2 470)	(2 029)
Actif payé à l'avance pour autres prestations après-retraite.....	<u>\$ 112</u>	<u>\$ 249</u>

## Notes sur les états financiers

Aux 31 décembre 2001 et 31 décembre 2000

Les plus-values et moins-values actuarielles supérieures à 10 % de l'obligation cumulée pour prestations après-retraite sont amorties sur la moyenne d'espérance de vie restante des participants actifs, soit environ 10,5 ans. Les obligations transitoires nettes non constatées sont amorties sur 15 ans.

Les hypothèses actuarielles pondérées retenues pour le calcul de l'obligation de prestations sont les suivantes :

	2001	2000
Taux d'actualisation .....	5,25 %	5,75 %
Rendement prévu des actifs du Régime .....	6,00 %	6,50 %

Pour calculer l'obligation globale de prestations hors pension, on a posé que les coûts de soins de santé augmenteront de 10,8 % à 12,3 % pour les participants prenant leur retraite aux États-Unis et que le taux descendrait graduellement jusqu'à 5,0 % en 2013 et après. Pour les participants prenant leur retraite en-dehors des États-Unis, on a retenu un taux d'augmentation de 9,5 %.

La ventilation du coût périodique net des prestations aux 31 décembre 2001 et 31 décembre 2000 (en milliers de dollars) s'établit comme suit :

	2001	2000
Charges de service .....	\$ 727	\$ 674
Charges d'intérêt .....	365	462
Amortissement des gains et de l'obligation transitoire non constatés .....	(151)	24
Moins rendement prévu des actifs du Régime .....	(584)	(532)
	<u>\$ 357</u>	<u>\$ 628</u>

Les répercussions des hypothèses d'évolution des coûts des soins de santé sur les montants comptabilisés pour les régimes de soins sont importantes. Un changement de 1 % dans l'évolution des coûts de soins se répercuterait comme suit :

	1 % D'AUGMENTATION	1 % DE RÉDUCTION
Répercussion sur le total des éléments de coût (service et intérêts).....	\$ 222	\$ (180)
Répercussion sur l'obligation de prestations hors pension.....	1 297	(1 052)

## Gouverneurs et Gouverneurs suppléants

---

<b>Pays</b>	<b>Gouverneur</b>	<b>Gouverneur suppléant</b>
Allemagne	Mme Uschi Eid	Rolf Wensel
Argentine	Jorge Remes Lenicov	Roque Maccarone
Autriche	Karl-Heinz Grasser	Thomas Wieser
Bahamas	Sir William C. Allen	Ruth Millar
Barbade	Reginald R. Farley, M.P.	Grantley Smith
Belize	Ralph Fonseca	Keith Arnold
Bolivie	Jacques Trigo Loubiere	Bernardo Requena Blanco
Brésil	Martus Antônio Rodriguez Tavares	Dante Coelho de Lima
Chili	Nicolás Eyzaguirre	María Eugenia Wagner Brizzi
Colombie	Juan Manuel Santos	Juan Carlos Echeverri
Costa Rica	Alberto Dent	Eduardo Lizano Fait
Danemark	Carsten Staur	Ove Ullerup
El Salvador	Juan José Daboub	Rafael Barraza
Équateur	Carlos Julio Emanuel	Jorge Morán Centeno
Espagne	Rodrigo de Rato y Figaredo	Juan Costa Climent
États-Unis	Paul H. O'Neill	Alan P. Larson
France	Laurent Fabius	Jean-Pierre Jouyet
Guatemala	Eduardo H. Weymann Fuentes	Lizardo Sosa
Guyana	Bharrat Jagdeo	Saismarine Kowlessar
Haïti	Marc Bazin	Faubert Gustave
Honduras	Gabriela Núñez de Reyes	Victoria Asfura de Díaz
Israël	David Klein	Dan Catarivas
Italie	Giulio Tremonti	Vincenzo Desario
Jamaïque	Omar Davies, MP	Shirley Tyndall
Japon	Masajuro Shiokawa	Masaru Hayami
Mexique	Francisco Gil Díaz	Agustín Carstens Carstens
Nicaragua	Francisco Aguirre Sacasa	Esteban Duque Estrada
Panama	Norberto Delgado Durán	Eduardo Antonio Quirós B.
Paraguay	Francisco Oviedo	James Spalding
Pays-Bas	Gerrit Zalm	Mme Eveline Herfkens
Pérou	Pedro Pablo Kuczynski G.	Kurt Burneo Farfán
République dominicaine	Francisco M. Guerrero Prats.-R.	Luis Manuel Piantini Munnigh
Suède	Mme Gun Britt Andersson	Ann Uustalu
Suisse	Oscar Knapp	Adrian Schläpfer
Suriname	Humphrey Stanley Hildenberg	Stanley Ramsaran
Trinité-et-Tobago	Gerald Yetming	Victoria Mendez-Charles
Uruguay	Alberto Bensión	Ariel Davrieux
Venezuela	Nelson Merentes	Jorge Giordani

## Administrateurs et Administrateurs suppléants

---

<b>Nom</b>	<b>Pays</b>
Juan E. Notaro Jorge Crespo-Velasco	Bolivie, Paraguay et Uruguay
Roderick G. Rainford Luis Alberto Rodriguez	Bahamas, Barbade, Guyana, Jamaïque et Trinité-et-Tobago
José A. Fourquet	États-Unis d'Amérique
Jaime Pinto Tabini Germán Quintana	Chili et Pérou
Michaela Zintl Paolo Cappellacci	Allemagne, Autriche, Italie et Pays-Bas
Agustín García-López Héctor Santos	Mexique et République dominicaine
José Carlos Quirce José Carlos Castañeda	Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua
José Alejandro Rojas Eduardo Linares	Panama et Venezuela
Daniel Oliveira Frederico Álvares	Brésil et Suriname
Michel Planque Flemming Nichols	Danemark, France, Suède et Suisse
Álvaro Rengifo Yoshihisa Ueda	Espagne, Israël et Japon
María Cecilia Otoyá César Coronel	Colombie et Équateur
Ricardo R. Carciofi Martín Bès	Argentine et Haïti

## Direction et cadres supérieurs

---

Directeur général	Jacques Rogozinski
Chef de division financement des entreprises	Steven L. Reed
Chef de division services financiers	Jorge Zelada
Chef de division finances, gestion des risques et administration	Jorge Roldán
Conseiller juridique, Division juridique	Raúl Herrera
Avocat-conseil principal, Division juridique	Sarah Fandell
Ingénieur en chef	Phillip James
Premier chargé de crédit	Mario Mahler
Coordinateur principal des opérations spéciales	Jorge Pacheco

### **Services d'appui**

Chef comptable	Shane L Bateman
Ressources humaines	Susana Salazar
Chargé de suivi du portefeuille	Rigoberto Ordóñez
Trésorière	Barbara D. McGowan

### **Secrétariat**

Secrétaire	Carlos Ferdinand
Secrétaire adjoint	Armando Chuecos